

La palmeraie de Tinghir



Au fil de la capitalisation des expériences de M&D sur le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine...

Recueil : portraits, histoires, anecdotes...



Remerciements à toute l'équipe élargie de M&D au Maroc et en France, qui a contribué à la collecte des histoires et expériences, qui a alimenté le blog de la capitalisation.

Remerciements pour leur disponibilité et la qualité de leurs témoignages à tous les acteurs, qui ont contribué à cette capitalisation en nous racontant leur parcours, en contribuant à alimenter la réflexion de M&D sur ses expériences avec un merci particulier aux acteurs dont les portraits figurent dans ce document.

Ce document est destiné à illustrer la synthèse effectuée de la démarche de capitalisation menée avec l'association Migrations & Développement (M&D). Durant le processus de capitalisation, ces exemples concrets ont été utiles pour accompagner M&D à changer de regard, se décentrer d'une histoire et d'un modèle de développement tellement riche et original, qu'il était omniprésent, pour tous. Être leader, pionnier, permet de faire des démonstrations, de donner l'exemple mais pas toujours de regarder d'autres modèles, d'autres trajectoires qui se développent près de chez soi et dont on gagnerait à s'inspirer surtout si, du fait de la bi nationalité historique de M&D, le regard se porte sur le modèle français pays d'accueil des migrants.

Ce que vous pourrez lire dans ce document :

Le résumé de la capitalisation sur le rôle des migrants dans le développement de leur région d'origine.

Des portraits de migrants

Les portraits de 2 migrants caractéristiques de cette première génération, Mrs Akiaw et Berjoun, qui ont été des pionniers et sont toujours investis dans le développement.

Une figure féminine de la migration Mme Fatima Ouhamane militante associative en France puis au Maroc.

Des figures de migrants associatifs Mrs Lhou, Aït Khandouche et Abassi, militants associatifs dans leur pays d'accueil pour le développement de leur région d'origine.

Des portraits de non migrants :

Le portrait d'une figure du développement du Souss Massa Drâa Mr Safini président de la Commune rurale d'Arbâa Sahel.

Le portrait d'un acteur économique de la Commune urbaine de Taliouine, non migrant : Mr Boughazi président de 2 coopératives, qui a un regard critique sur les migrants entrepreneurs et investisseurs.

Le portrait de 2 jeunes Mlle Boussine et Mr Amghar, non migrants, militants du développement durable et solidaire de leur région.

Quelques histoires et anecdotes, qui ont circulé sur le blog et donné matière à réflexion durant le processus de capitalisation.

Capitalisation de Migrations & Développement (M&D) sur le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine

Résumé

La démarche de capitalisation initiée en août 2013 est ponctuée ici par la production de trois documents. Ils sont conçus pour ouvrir une phase nouvelle de partage et d'échange, interne et externe à l'association. Ces documents sont complémentaires : ils traitent la même réalité sous trois angles différents, en s'efforçant d'éclairer le cheminement des pratiques et des méthodes de M&D.

Le présent document expose *la synthèse de la capitalisation* sur le rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine dans le cas de M&D. Il montre que la migration a profondément évolué, depuis les premières générations de migrants fortement liés à leur village d'origine et occupant la première place dans l'impulsion du développement, jusqu'à la « diaspora connectée » des enfants des générations nées dans le pays d'accueil, aux aspirations et capacités différentes de celles de leurs aînés. Mais ce document montre aussi que le territoire a bougé avec l'émergence de nouveaux acteurs (communes, coopératives, associations de développement local, notamment féminines...) de plus en plus capables de prendre la direction du mouvement de développement des territoires. Des pistes de réflexions sont suggérées pour prendre en compte, dans l'action de M&D, les profondes modifications de son environnement, et amorcer la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'action.

Un second document se présente comme *un recueil des principaux matériaux* accumulés tout au long de la capitalisation : portraits, entretiens, anecdotes. Il donne au travail de capitalisation son ancrage sur les histoires individuelles et collectives qui ont fait bouger le territoire, qui ont amorcé sa mise en mouvement pour le faire passer d'un espace que les hommes quittaient pour vivre ailleurs à un territoire qui commence à redonner à ses jeunes l'espoir de vivre et travailler au pays.

Un troisième document rassemble des réflexions tirées de l'observation de la démarche singulière de développement du territoire appliquée par M&D, de l'analyse de ses forces et de ses faiblesses et des voies à prendre pour s'adapter aux mutations de son environnement décrites dans le document précédent. A ce stade, il constitue *un document de travail interne à M&D* qui s'appuiera sur ses apports pour enrichir sa réflexion sur ses propres mutations.

Mettre les mots justes sur l'expérience vécue et sur les pratiques développées, telle a été l'ambition du travail de capitalisation étalé sur une année pour que Migrations & Développement puisse en tirer des leçons et les partager avec l'ensemble de ses partenaires.

Au terme de ce travail, l'association comme chacun de ses membres sont satisfaits d'avoir autant appris sur eux-mêmes et pour eux-mêmes. Un apprentissage qui permet d'une part d'assumer l'héritage de 28 années de pratique de ses fondateurs-développeurs et d'autre part de préparer l'avenir avec confiance dans la capacité collective à effectuer les mutations nécessaires.

Une action solidement fondée sur des pratiques adossées à des valeurs partagées

Assumer l'héritage, c'est évaluer l'impact des infrastructures collectives villageoises créées avec l'apport des migrants, d'une part sur *les conditions de vie des villageois* et d'autre part sur la *revalorisation* du territoire et de ses habitants.

C'est ensuite de faire valoir qu'il était important pour les migrants d'incarner *le refus de la résignation passive* là où il paraissait à beaucoup d'acteurs difficile de sortir ce coin de Maroc « inutile » de son isolement et de ses pesanteurs conservatrices. M&D a su faire en sorte que les villages intègrent le jeu institutionnel normal dans le cadre de la décentralisation marocaine. La première génération de migrants *a gagné cette première bataille* en ouvrant la voie, en mettant en mouvement le territoire à partir des villages. Elle peut se retirer, fière d'elle-même et de ses victoires.

Après les infrastructures collectives, les migrants ont contribué *au développement économique* pour un dépassement de l'économie de subsistance, en misant sur les ressources du pays pour augmenter les moyens d'y vivre par la production, la valorisation et la commercialisation de produits du terroir et l'amorce du tourisme rural.

Sur tous ces registres, les migrants ont joué le rôle de *passeurs entre les deux rives* de la Méditerranée, aidés en cela par M&D qui a accompagné les associations de migrants en France dans le choix des formes de l'appui apporté aux villages au Maroc. Il s'est agi non seulement d'orienter les transferts monétaires mais aussi de mobiliser des compétences et de mettre en réseau des acteurs du Nord et du Sud. M&D mesure à travers cette analyse que *son caractère binational et transnational à la fois* est un atout majeur pour réussir à conjuguer l'appui au développement endogène des territoires du Haut et Anti-Atlas, et l'ouverture sur l'extérieur.

L'association prend aussi conscience que sa volonté de répondre à toutes les demandes des villageois sur les registres de l'économie, de l'éducation, de la santé, du social et du culturel l'a amené *à se disperser* et à entretenir un certain flou sur son identité institutionnelle et son degré d'expertise au moment où émergent de nouveaux acteurs sur le territoire. Elle se questionne alors sur la manière dont elle peut réussir la transition vers *une nouvelle période de son histoire* comme y invite l'évolution de son contexte, tout en restant portée par les valeurs qui ont inspiré son action jusqu'à présent.

De profondes mutations dans la migration et sur le territoire

D'acteurs principaux de la dynamisation des terroirs, les migrants deviennent aujourd'hui *des acteurs parmi d'autres*, invités en tant que membres de la diaspora par le Ministère Chargé des Marocains Résidants à l'Etranger à se mobiliser pour « développer leur pays d'origine » par des politiques publiques qui se cherchent quand les anciens l'ont fait de leur propre initiative sans l'impulsion de l'Etat. Qui plus est, les enfants de migrants, né en France, dont on pense qu'ils devraient assurer la relève de leurs parents dans l'appui au développement du territoire d'origine, n'ont pas les mêmes motivations et intérêts à s'y impliquer. Formant « une diaspora connectée », les plus jeunes restent attachés au pays de leurs parents et sont disposés à agir, mais *individuellement et ponctuellement* sans se laisser prendre par les lourdeurs des associations et les pesanteurs des obligations sociales de leurs parents. Entre les deux générations se consolide une couche de migrants commerçants ou cadres qui, forts de leur insertion économique et sociale dans le pays d'accueil, maintiennent le lien avec le pays d'origine comme « migrant-bienfaiteur » ou investisseur dans l'immobilier, le commerce ou dans une moindre mesure la production.

Mais un autre facteur connaît une forte évolution au Maroc même : l'émergence de Communes, sous l'impulsion notamment des Plans Communaux de Développement (PCD) que la Charte communale de 2009 fait obligation aux Communes d'élaborer. Se développent également les coopératives et associations locales de développement. L'émergence de ces acteurs nouveaux tend à *renverser le lien entre la migration et le développement* : en considérant la diaspora comme « une ressource du territoire » et en les intégrant dans leur PCD, les élus locaux les plus actifs *prennent la main* sur les dynamiques de développement. Le lien entre migration et développement est inversé : *ce sont désormais les logiques de développement sur le territoire qui interpellent la migration, quand aux origines de M&D c'était la migration qui impulsait le développement*. Ces évolutions, que la capitalisation a fortement mis en relief, appellent M&D à avoir une nouvelle approche du territoire et un nouveau positionnement dans les jeux d'acteurs, dans les relations entre les élus et leurs administrés à travers les Associations villageoises et autres organisations de la société civile et avec les associations de migrants, et de plus en plus des migrants actifs au niveau individuel.

S'il s'agit d'inscrire l'action dans une logique de développement durable avec le soutien à l'agriculture familiale comme axe principal, ce n'est pas en tant qu'expert des différentes composantes de ce type de développement que l'équipe de M&D peut apporter son concours avec les migrants, mais en adaptant ce qu'elle a déjà fait dans la phase antérieure, à savoir *animer l'approche participative du développement local, cordonner les acteurs, répondre à leurs demandes de formation* en gardant toujours la même perspective *de responsabiliser et autonomiser les acteurs et de stimuler l'innovation*.

Cette adaptation invite à mettre le *renforcement de capacités des acteurs* du développement local au centre des préoccupations de M&D. Plusieurs dénominations peuvent être proposées pour caractériser le rôle à jouer, comme *facilitateur, catalyseur, animateur, formateur, passeur...* au travers de situations à créer comme des espaces d'échanges d'expériences, des voyages d'étude, des sessions de formation pratique, avec pour perspective de créer des « *Communautés de Développement* ». Nous comprenons ici la Communauté de Développement comme un espace *d'apprentissage mutuel et d'innovation* lié à un territoire, un centre de *ressources* en informations, réseaux, compétences, projets, financements solidaires et investissements économiques, reliant par un réseau Internet les acteurs du territoire entre eux et avec la diaspora connectée. La création de « *l'Ecole Pratique de Développement Rural* » formera aussi un espace de renforcement des capacités, complémentaire aux Communautés de Développement, en devenant un centre de formation professionnelle pour le développement des compétences tant des responsables politiques et administratifs que des acteurs techniques (paysans, artisans, enseignants, animateurs...)

Après avoir équipé les villages en équipements collectifs, il s'agit maintenant de viser le rééquilibrage démographique des territoires et la fin de l'exode rural en donnant aux jeunes d'autres perspectives que le départ vers les villes ou l'étranger. Tel est un des nombreux défis que M&D avec les migrants devraient contribuer à relever.

Dans un passé récent, M&D a démontré sa capacité à revitaliser une société rurale, « à reticoter un tissu économique et social » à l'échelle transnationale, de façon empirique et pragmatique. Il est alors tout à fait imaginable que, riche des apprentissages auxquels la capitalisation aura contribué, elle soit en capacité d'écrire une nouvelle page de son histoire.

=*=*=*=

Commerçant en France, spécialiste des pistes au Maroc : un pionnier du désenclavement

En 1972, Mr Akiaw est parti en France, il a travaillé durant 17 ans chez Simca à Poissy où il est devenu commercial, puis marchand ambulant à son compte, enfin il a acheté une boulangerie à Clichy. Son histoire familiale est émaillée d'allers-retours entre la France et son village. En 1992, sa femme a dû être hospitalisée pendant 6 mois.

Il rentre alors au Maroc, y reste 4 mois puis il repart en France pour vendre la boulangerie et les voitures qu'il avait acquises, à la suite de quoi, il rentre au Maroc pour un nouveau séjour de 6 mois.



En 1993, retour en France, il achète un commerce à St Ouen mais tombe malade quelque temps après. Après une période de chômage, il prend sa retraite au Maroc.

Habiter un bout du monde

De 1972 à 1985, lorsque Mr Akiaw, rentrait au village pour les vacances, il était toujours confronté au même problème, il devait laisser sa voiture à 50 km du village au bord du goudron, organiser une caravane d'ânes pour transporter sa famille et ses nombreux bagages et payer quelqu'un pour garder sa voiture, bref c'était une véritable expédition. Du fait de son travail en France de commercial, qui l'amenait à sillonner les routes, à rencontrer beaucoup de migrants à qui il demandait conseil, Mr Akiaw, seul émigré de son village, a acquis la conviction qu'aménager une piste pour désenclaver son village était la solution pour le développer.

Il a donc l'idée de faire une route. Il est prêt à payer pour cela. Il sollicite l'aide des jeunes du village, mais il rencontre beaucoup de résistances, car disent certains, si on fait la route, cela va faire venir les autorités au village. En outre, le tracé obligerait à déraciner des noyers... Mr Akiaw met toute sa force de conviction en œuvre, il explique comment en France les routes ont changé la vie des gens et la moitié du village se dit d'accord avec le projet de route. Il va donc rencontrer le Caïd pour obtenir son appui. Celui-ci apporte son soutien à Mr Akiaw et aux partisans de la route. Un accord est signé : Le Caïd met à disposition ses services techniques et un tractopelle, Mr Akiaw paie les matériaux, le village fournit la main d'œuvre.

Une Guerre de tranchée

« Lors du traçage de la route avec un ingénieur missionné par le Caïd, les opposants au projet nous ont attaqués avec des pierres. Lorsqu'on a fait le marquage, le lendemain, les opposants avaient tout effacé ; j'ai racheté des piquets dit Mr Akiaw, je les ai plantés la nuit. On a donc commencé le travail avec ceux qui étaient avec moi, les autres ont adressé une réclamation au Ministère de l'Intérieur contre moi et le Caïd. J'ai été convoqué par le Gouverneur qui m'a dit : « qu'est-ce qui se passe ? C'est l'anarchie ».

Je lui ai répondu : « Nous ne faisons pas de l'anarchie, on a vu en France comment c'est organisé ». J'explique que par exemple « quand on a un malade au village, on doit le porter sur 50 km ». Le Caïd a expliqué toute l'affaire au Gouverneur, qui nous a donné son feu vert.

« On a travaillé un mois, j'ai embauché la moitié du village qui travaille. C'est moi qui les paie, l'autre moitié a continué à s'opposer en ayant de leur côté les gens du village qui sont à Casa, à Rabat. Ils sont allés déposer une plainte officielle au Gouverneur, qui les a fait emprisonner car cela se passait au moment des émeutes de 1981 et on a confondu les 2 problèmes : je suis allé voir le Gouverneur pour qu'ils soient libérés. A partir de là on a pu travailler tranquillement. Il a fallu 6 mois pour faire la route, c'est une piste en terre. Les gens ont pu voir l'impact de la première piste et ils ont gagné plus d'argent car ils peuvent mieux écouler leurs productions avec les commerçants en ville, alors on a continué. »

Le village réconcilié, la première piste crée l'unanimité

« En 1990, l'Association villageoise a été créée. Pendant 4 ans, on a fait une collecte pour l'association pour élargir la route. J'allais chez les gens, ils me faisaient confiance. En 1994 on a pu louer un tractopelle 1500 Dh /h. Les travaux ont duré 7 mois. On a mis 4 ans pour collecter l'argent nécessaire, mais j'ai remarqué que quand les gens ont vu que les travaux commençaient et les premiers résultats, la collecte s'est accrue rapidement : tout le monde voulait pouvoir dire qu'il avait participé. Pour beaucoup de villageois, il y a eu trop de promesses, on leur demande de l'argent et rien ne se fait. Notre force a été de démarrer les travaux dès qu'on a eu assez d'argent.

« En septembre 2012 la route a été encore aménagée et puis nous avons fait une piste de 7 km qui relie la route nationale Taroudant - Marrakech et un village avec un grand marché. La collecte était plus facile : il y a eu des bienfaiteurs de Casa et Rabat mais aussi des gens qui ne sont pas du bled, les villageois ont apporté la force de travail. »

Une passion le désenclavement, des compétences dignes d'un ingénieur du Génie civil

Lorsque Mr Akiaw nous explique avec force détails techniques, le tracé des pistes tous les kilomètres réalisés avec des ponts... il est intarissable et passionné. Nous avons l'impression d'avoir affaire à un ingénieur de génie civil. A la question qui lui a souvent été posée depuis le début de son aventure : « Qu'est-ce que tu cherches avec cette route, puis avec les travaux pour l'élargir ? », je réponds avec une formule religieuse : « je le fais pour que ce soit compté dans le livre de mes bienfaits » mais je l'ai fait surtout pour l'intérêt général parce que j'étais convaincu que sans la route, la misère resterait au village. Le fait d'avoir vécu longtemps en France, tu as vu que les gens vont mieux, tu voudrais que ce soit pareil dans le village, si quelqu'un est malade, il a besoin d'un médecin, si tu veux mieux vendre tes récoltes, il faut les amener à la ville.

Et maintenant :

Le jour de notre rencontre coïncidait avec la grande fête annuelle du village, il précise d'ailleurs que grâce à la route, beaucoup de gens d'ailleurs y assistent. Lui a préféré répondre à l'invitation du Maire de sa Commune et suivre la Caravane des migrants organisée par M&D. Il a pu voir « d'autres gens aussi têtus que lui à M&D ».

C'est la première fois qu'il rencontre M&D et tous ces migrants. Il a pu échanger des idées car avec l'association de son village, il cherche une solution pour le collège qui est à 35 km. Il n'y a pas d'internat, il voudrait faire quelque chose pour que les filles puissent y aller. Connaissant son entêtement parions qu'il y réussira.

Tiznit 19 Août 2013 - Caravane des migrants de M&D.

Portrait de migrant : Mr Mohamed BERJOURM, un migrant et citoyen engagé à la tête d'une grande famille

Migrant marocain né en 1949 au douar Taguergoust (région de Taliouine) Mohammed Berjourn a émigré à l'occasion d'une campagne de recrutement du français Félix Mora qui a contribué à l'engagement de la main-d'œuvre marocaine dans les mines françaises dans le cadre des accords de main d'œuvre que les autorités marocaines et françaises avaient signé dans les années 60.



A la recherche d'un revenu

Ce recrutement en 1975 l'a conduit dans une ville frontière avec l'Allemagne où il travaille avec des contrats courts renouvelés chaque six mois entrecoupés de visites au pays à l'occasion desquelles il s'implique beaucoup dans l'organisation de fêtes et festivals. Il s'est ainsi efforcé d'augmenter les revenus de sa famille tandis qu'il a laissé l'exploitation de ses terres à la charge de ses frères.

Son premier engagement : la grève pour conquérir les droits des mineurs

Mohamed Berjourn a vite été confronté aux dures conditions de travail et d'exploitation par l'entreprise minière qui l'emploie. L'absence de dialogue social à l'intérieur de l'entreprise pousse les ouvriers de diverses nationalités à s'unir et mener une grève qui dure 25 jours. C'est un moment important dans la vie de Mr Berjourn, qui en parle avec fierté, et qui a sûrement eu une influence sur ses engagements futurs.

Son engagement citoyen : Le développement de son village

C'est depuis la France que Mr Berjourn a décidé d'investir son argent dans sa région de Taliouine, mais il n'a pas voulu se contenter de construire une maison comme font d'autres migrants. Il a voulu réaliser des projets utiles pour sa communauté et son pays. Ses projets de développement font face à quelques obstacles tels que le manque de courant électrique, le recours à un moteur à essence, le manque d'eau et l'utilisation des animaux pour l'apporter, mais grâce à son entêtement le village bénéficie de l'électricité et de l'eau potable.

Son engagement dans les œuvres sociales

De retour définitivement au Maroc, après s'être investi dans son village de montagne, Mohammed Berjourn, a ouvert une droguerie dans le centre de Taliouine, et s'est engagé dans une suite d'actions philanthropiques et sociales au service des enfants de son village et de son pays, et notamment:

- ❖ il a contribué à la construction d'une mosquée dans Taguergoust, dont il a personnellement supervisé les travaux de construction.
- ❖ Il a participé à la construction d'une classe d'enseignement primaire en l'an 2000.
- ❖ il a servi en tant que trésorier de l'Association pour le développement social, économique et culturel de Taguergoust entre 1998 et 2002.

- ❖ il a contribué à la reconstruction de la première partie de l'École d'éducation de Taghuergoste
- ❖ il a été membre actif de l'Association de l'École coranique de Taghuergoste et il appuyait les demandes de financement des élèves de l'école.
- ❖ sans oublier son soutien financier au travail de bienfaisance dans le quartier Taghuergoste à Taliouine.

Son engagement familial et la transmission de ses valeurs

Actuellement Mohammed Berjoum a 65 ans. Il vit dans le quartier Taguergoust de la Commune urbaine de Taliouine. Il est à la tête d'une famille composée d'environ 40 personnes. C'est une grande famille typique du Maroc de la fin des années soixante-dix, attachée aux principes communautaires et soucieuse de laisser un héritage. Mr Berjoum peut compter sur trois de ses frères dans tous ses projets et il fait travailler environ 20 personnes, comme saisonniers.

Dans le dialogue que nous avons eu avec Mohammed et pour conclure il nous confie son rêve « *Je ne souhaite que le bien et la prospérité de la région. Je m'efforce d'être un bon citoyen et je recommande à mes enfants de suivre ma voie et celle de la famille Berjoum.* »

L'arrivée en France

«Je suis née à Tilaf, c'est un village au Sud du Maroc, dans la province de Taroudant. Je suis arrivée en France en Juillet 1958, pour rejoindre mon mari, arrivé en octobre 1957. Comme beaucoup d'autres salariés, employés dans des sociétés françaises au Maroc, ils ont suivi leurs patrons lors de l'Indépendance. C'est ainsi que mon mari est arrivé à St Etienne. Au Maroc, il était chef de chantier, en France il s'est retrouvé simple ouvrier alors qu'il était plâtrier qualifié.



Enfant, je suivais mes parents qui visitaient ma sœur gravement malade à Casablanca. A l'âge de 5 ans déjà, je quittais la campagne pour cette grande ville, afin d'assister ma sœur en gardant ses filles. Je me sentais déjà émigrée, sans me douter plus tard que je le deviendrais réellement.

Ma sœur étant décédée, j'ai pris l'une de ses 2 filles avec nous; puisque la deuxième, restée au Maroc décéda à son tour, suite à une grave maladie.

Mon mari était un homme ouvert et dès mon arrivée, alors que je ne savais ni lire, ni écrire, ni parler français, il m'avait dit: « J'amène mon salaire, à toi de te débrouiller pour tenir la maison.»

Dans la cour de notre logement, il y avait une marocaine, qui m'avait un peu aidée, mais on peut dire que je m'étais débrouillée seule.

Mon mari m'avait beaucoup soutenue, c'était mon confident. Il en avait dans la tête, il prenait soin de nous, on sortait beaucoup, on visitait la Loire, on allait au cinéma. Avant, on n'avait pas la télé, le soir on se mettait autour de la table et on parlait, il nous racontait des anecdotes, il connaissait bien l'Histoire du Maroc.

Se loger décemment un parcours du combattant

Au début «mon chez moi» à Saint-Etienne n'était rien d'autre qu'un dépôt de peinture, une pièce d'une quarantaine de mètres carré. En 1959, on a déménagé dans un logement plus grand, mais les conditions étaient toujours difficiles. Dès que j'avais suivi les cours d'alphabétisation, j'avais pu commencer à remplir des dossiers de demande de logement, car je voulais absolument un foyer décent pour mes cinq enfants. Je m'étais fixée un ultimatum: si je ne parvenais pas à obtenir un nouveau logement, nous quitterions la France. En 1971, huit jours avant le délai que je m'étais accordé, nous reçûmes enfin la bonne nouvelle. Pour moi, habiter un logement correct a été le vrai début de ma vie en France.

Mon parcours associatif en France: savoir lire, écrire, comprendre le français ont été un atout pour m'intégrer et m'impliquer dans la vie associative aux côtés des malades et de leurs familles.

J'ai trouvé dans ma boîte aux lettres une invitation à une réunion pour apprendre le français, j'y suis allée. Nous avons toutes exprimé nos souhaits, une femme bénévole donnait des cours pour les femmes, et son mari pour les hommes. Les autres femmes ont peu à peu abandonné, alors que moi, j'ai appris le français pendant un an avec cette dame, à la fin je me débrouillais. C'est comme cela que l'on m'a remarquée, puisque je parlais et écrivais français. Je commençais à aider mes compatriotes en les accompagnant dans leurs démarches, parce qu'ils rencontraient des obstacles pour exprimer leurs besoins, surtout en matière de santé. J'ai rencontré l'association «Echange et promotion» dans les quartiers, ils donnaient des cours de français et des cours pratiques comme la cuisine. Faisant partie du Conseil d'Administration, au cours d'une réunion, j'avais évoqué les grandes difficultés des immigrés à se faire comprendre. Cela arrivait surtout dans les établissements administratifs, et dans les hôpitaux. J'y ai rencontré beaucoup de situations complexes, j'ai vu comme il était important qu'il y ait des interprètes, à l'époque peu de migrants se débrouillaient en français.

J'ai pu proposer au C.A d'Echanges et Promotion de traduire oralement dans le milieu hospitalier de façon bénévole, car je pensais que c'était de mon devoir d'aider, sans l'appât du gain. Au bout d'un an de bénévolat, l'hôpital m'a proposé de continuer comme vacataire, je recevais alors mon tout premier salaire. J'aurais pu m'occuper des formalités de contrat lorsque j'en avais eu l'occasion; car l'hôpital n'avait jamais pu de me titulariser puisque je n'étais naturalisée française: à cette période, ça ne se faisait pas encore, il faudra attendre quelques années pour que ça se généralise. Je n'ai acquis la nationalité française que depuis l'année 2006. Aider les autres est une façon de rendre ce que l'on m'a donné mais sans négliger ma famille. Vivre ma spiritualité, assurer le rôle de mère au foyer, surveiller l'éducation de mes enfants a été pour moi fondamental.

Un jour quelqu'un est venu de Lyon pour me proposer un poste d'interprète, mais il fallait être mobile; j'ai dû faire un choix. J'ai préféré rester près de ma famille, et de mon entourage, avec lequel je partageais mon expérience et mes connaissances. Vingt ans après mon arrivée en France, j'intégrai le FAS (Fonds d'Action Sociale) pour les travailleurs immigrés et leurs familles. Avec les membres du FAS, nous avons contribué à la fondation de la CRIPI (Commission Régionale pour l'insertion des Populations Immigrées). Je représentais Saint-Etienne à Lyon, j'étais sollicitée comme interprète par la Préfecture.

En 1992, «le ciel est tombé» sur moi, le directeur de l'hôpital étant parti en retraite, le nouveau directeur avait radié toutes les interprètes afin de faire des économies. Il n'avait pas besoin d'interprète, cela m'a beaucoup chagriné deux longs mois. Je tentais de reprendre le dessus en m'impliquant au travail avec la CRIPI. Mais ensuite,

j'avais tout quitté, devenue malade par cette rupture brutale avec mon milieu professionnel.

Formation IRFAS/ERFAM, tremplin pour une nouvelle activité associative.

En 1996, une assistante sociale m'avait suggéré d'aller à la préfecture, car il y avait une réunion sur les droits de la femme, afin de me proposer une formation de femme-relais médiatrice. On était quinze à suivre 200 heures de formation gratuite; comme pour l'alphabétisation, j'ai été assidue jusqu'à la fin, car beaucoup de femmes avaient abandonné le parcours. Suite à cette formation, on a créé l'association «Femmes-Relais de la Région Stéphanoise, j'en étais la présidente pendant 7 ans. Cela m'a même permis de travailler avec les établissements scolaires sur des thèmes de citoyenneté et sur l'importance du petit-déjeuner, en partenariat avec le centre social de Beaulieu.

Retour à l'hôpital, en tant que présidente d'association

La première partie d'une activité d'accompagnement aux malades et à leur familles, que je voulais mettre en place, allait se concrétiser: toilette mortuaire, et intégrer un groupe JALMALV (jusqu'à la mort accompagner la vie). Hélas, quelque temps après, des obstacles divers s'étaient dressés. J'ai bien suivi une formation payante de soins palliatifs, mais j'avais été refusée, car je portais un foulard. Une association «femmes musulmanes à votre service» s'était attribué le projet de la toilette mortuaire, qui n'avait pas été comptabilisée à la solde de l'association femmes relais de la région stéphanoise. Cette dernière sera dissoute au cours de l'année 2003, le groupe s'étant désagrégé. A cette même période, mon mari était gravement malade, je le perdais l'année suivante. Bien loin de me préoccuper du reste, je faisais mon deuil, et me consacrai à mes petits-enfants que je voyais grandir. Sept années allaient s'écouler avant que je puisse revenir au CHU et tenir avec l'Imam (de la mosquée de Saint-Etienne) des permanences de l'aumônerie du Centre hospitalier.

L'avènement de l'association TARGA

«En 2005, un voyage organisé d'exploration des plantes médicinales et aromatiques – dans une bourgade dans la province de Taroudannt (Maroc) – fut le déclenchement de la création d'une association pour aider au développement (eau potable, santé, école). Celle-ci a été fondée avec moi, par ma famille issue de la bourgade de Tazyoukte, immigrée de Saint-Etienne. Le voyage aura permis de constater que des savoir-faire des villageoises permettraient de leur apporter un moyen de subsistance et d'échanges sociaux-culturels avec des associations de Rhône-Alpes. Le nom de TARGA (la source) a été choisi par les membres fondateurs, cette jeune association existe depuis le 22 juin 2008. Une autre association jumelée nommée SAADA, complémentaire à TARGA a été fondée en août de la même année à ST Etienne.»

En France, il n'est pas trop compliqué de porter assistance à des personnes, il faut se faire connaître, organiser des démarches, des formalités lorsque l'on connaît les

grandes lignes des droits et devoirs. Grâce au «mille-feuille» administratif, il est presque facile d'obtenir ce qu'on cherche.

Au Maroc, c'est différent, plus compliqué, et parfois très long pour se faire entendre par la bonne structure, la bonne instance, et avoir frappé à la bonne porte. Beaucoup de personnes se découragent et abandonnent.

Paradoxalement, des ministres sont facilement accessibles, lorsqu'il s'agit de les rencontrer lors de colloques, et rencontres pour Marocains du Monde. J'ai donc saisi ma chance au cours d'un séminaire organisé par une association pour les Marocains retraités (ARMF basée à Grenoble). C'était en 2009 à Casablanca, j'ai pu remettre à la Ministre des Affaires sociales, un projet en mains propres. Ce projet toujours d'actualité consiste à soutenir le développement de la Bourgade de Tazyoukte: eau potable, réfection d'une école (travaux et mise à disposition de matériel pédagogique), sensibilisation des villageois à leur santé, prévention, et information.

Targa et M&D font parties du COSIM. Des réunions à Lyon, à Saint-Etienne, à Marseille sont régulièrement organisées. Targa partenaire et adhérente de Migration et Développement depuis trois années, a valu faire avancer un dossier appesanti par la léthargie administrative.

On veut bien aider mais comment?

Dans mon village, il est difficile pour les paysans de consacrer leur temps aux travaux. Par contre les femmes sont décidées à ne plus supporter seules le fardeau de l'eau à ravitailler. On les avait réunies en Assemblée: 55 sont venues pour dire qu'elles aimeraient bien aider, mais elles ne savent pas comment. Il leur manque une personne, une structure pour les aider à faire le premier pas, et pour les guider dans les formalités: il n'y a pas encore d'association de femmes, mais elles sont prêtes à avancer pour leurs enfants. Cependant, l'ignorance leur fait peur, c'est donc pour cela qu'il est difficile de progresser.».

75 familles pourraient avoir de l'eau courante chez elles. Seulement, les villageois doivent payer une participation forfaitaire de 28.500 Dirhams marocains, puisque le reste est supporté par l'ONEP (financée elle-même par l'Etat marocain pour réaliser des travaux). Mais cela représente une grosse somme pour certains. En France, on organise quelques animations, expositions, et vente de gâteaux afin récolter de l'argent, et aider les plus pauvres à payer leur part. Grâce à ce déblocage, l'affaire des canalisations, des compteurs d'eau a très nettement progressé, et on voit la quasi totalité des foyers dotée d'eau courante potable, c'est là une très belle victoire.

En conclusion :

Les divers terrains d'activités m'ont portée vers de nouveaux horizons, car beaucoup de domaines ont évolué: santé, droit, éducation, autorité, services administratifs (CAF, CPAM, PMI, CGI, etc.). C'était une autre période, à présent, il y a des traducteurs assermentés. De nouveaux outils de l'informatique favorisent l'accès à de nombreuses informations et souvent traduites.

Désormais, je travaille avec une assistante sociale, dans mon quartier, à mettre en place un service de visites à domicile, car il y a de plus en plus de personnes migrantes âgées et isolées, et retranchées chez elles.

Je souhaite qu'on élargisse notre champ d'action aux familles, car pour ne pas perdre cette jeunesse des deux rives, on doit pousser les migrants à ce que leurs enfants réussissent leur scolarité.

Je termine par un hommage à mon mari qui en homme éclairé, m'a toujours encouragée et soutenue. Tout cela n'aurait certainement pas eu lieu si je n'avais pas à mes côtés mon mari attentif, bienveillant, formateur, encourageant. Il était plus qu'un mari, c'était un professeur, un vrai ami, et tout pour moi. Je lui dédicace cette victoire dans ma vie de femme engagée.

Portrait de migrant : Mr Marghine LHOU, un développeur engagé pour le maintien d'une agriculture familiale de montagne

« Je suis président d'une association au Maroc, AKHIAM. Je travaille avec des bailleurs de fonds en France et au Maroc.

« J'ai une formation de base en chimie mais j'ai travaillé dans une société d'informatique, en même temps j'ai créé l'association. Dans ce cadre, j'ai travaillé avec le CCFD qui m'a proposé de venir à Bordeaux faire une formation professionnelle sur l'accompagnement et la coordination de projets de solidarité internationale et pour travailler professionnellement dans l'association. Donc, je suis venu à Bordeaux en 2004-2005, j'ai fait la licence professionnelle à cette occasion, j'ai fait un stage de 3 mois à M&D, après j'ai créé une autre association SENS qui signifie : « Solidarité, Echange, Nord-Sud »

« Dans notre région d'Imilchil (Province de Midelt) dans le Haut Atlas Oriental, notre projet central, c'est la lutte contre l'érosion pour préserver le patrimoine agricole au total d'une superficie de 30 000 ha de champs concernant 21 villages qui se trouvent de part et d'autre de la rivière. Il y a des montagnes de chaque côté. C'est à 2400 m d'altitude, il y fait froid, les gens arasent tout pour subvenir à leurs besoins en énergie pour la cuisine et le chauffage, chaque fois qu'il pleut, les pierres dévalent dans les champs agricoles. Notre projet c'est de contribuer à augmenter les revenus pour que les gens utilisent le gaz. On a appuyé des projets, la création d'activités génératrices de revenus, on a créé des coopératives, on a créé une usine de transformation de jus de pommes, on a travaillé sur la mise en valeur des produits du terroir: pommes de terre, œufs fermiers, on soutient aussi les initiatives d'associations locales. Pour notre fonctionnement, on reçoit des petites subventions de la région Aquitaine et du PRAOSIM (FORIM), ce qui nous permet de demander de plus grosses subventions au gouvernement marocain.

« Pour la lutte mécanique contre l'érosion des terres arables et la destruction de terres agricoles, on intervient en construisant des gabions. On a commencé une étude technique avec Hydraulique Sans Frontières et l'Agence de Bassin Oum Er Rabia, ce qui nous a amenés à développer des seuils biologiques avec des plantations d'arbustes qui piquent, ce qui dissuade les villageois de s'en servir comme combustible et permet de fixer le sol. Pour ces actions, les bailleurs sont la région Aquitaine et le PRAOSIM.

« Dans l'association SENS on touche 14 domaines, car le développement local, le maintien d'une agriculture de montagne et le refus de l'exode rural supposent de s'attaquer à toutes les causes de la pauvreté.

« Actuellement on a deux grands projets, un avec le PNUD sur l'intégration économique et politique de la femme rurale d'un montant de 230.000€, l'autre avec le FIDA sur l'alphabétisation professionnelle sur 6 ans pour un montant de 240.000€. On mène aussi des actions sur l'éducation et la santé. Les associations

locales dont SENS, ont l'association AKHIAM comme association mère. Elle a été créée par des diplômés chômeurs avec lesquels j'ai fait mes études de développement. Avec cette expérience associative, ils ont trouvé du travail.

« Moi, depuis ma formation, je suis resté à Bordeaux, j'y ai fondé ma famille. Au début j'étais salarié en CDI de l'association, maintenant je travaille sur projet, ce qui me laisse plus de liberté car je tiens à faire autre chose, j'aime le travail de la vigne 2 à 3 mois par an surtout l'été je fais des petits boulots, principalement dans la vigne.

M&D est Opérateur stratégique¹, moi je suis Opérateur d'appui à Bordeaux.

« Concernant mes rapports avec M&D, j'ai gardé des relations avec Jamal et d'autres. Avec eux, j'ai travaillé au développement de la solidarité, j'ai travaillé sur des sentiers de randonnée pour le tourisme solidaire ou à l'organisation d'événements comme le Festival de parapente. A travers tout cela j'ai appris le montage de projets avec l'appui du Ministère des Marocains de l'Etranger.

Les migrants dans M&D c'est une valeur ajoutée, car aujourd'hui les migrants ne sont pas là que pour de la charité ou de l'aide d'urgence, ils veulent le développement du pays d'origine.

« Moi, je suis dans une région où il n'y avait pas de migrants, le peu qui sont partis sont revenus à Marrakech. Ils ne sont pas impliqués, ce sont devenus des urbains. Pourtant avoir des migrants dans sa région, en dehors de la contribution financière aux projets, c'est une chance car les migrants permettent le transfert de compétences. Ce n'est pas parce qu'un projet est bon qu'il va réussir, ça dépend de la culture locale. L'apport des migrants c'est une force pour l'identification des besoins et le suivi dynamique des projets.

Le développement ce n'est pas une question d'études : la diaspora ne croit pas au potentiel local !

« Dans l'atelier auquel j'ai participé avec le COSIM sur le montage de projets, les migrants ont démontré leur volonté de s'investir dans le co-développement. On a parlé des réseaux de compétences mis en place ; quand on a des financements, j'ai souvent affaire à des ingénieurs. Mais les ingénieurs issus de la migration ne connaissent pas le développement, ils découvrent. Ils ne croient pas que les projets puissent réussir localement, pourtant on voit bien que le développement ce n'est pas une question d'études. »

¹ Dans le cadre du projet de dynamisation des associations de MRE lancé par le Ministère des MRE en France.

Le développement de Tinghir vu par une association de migrants de Clichy la garenne dans les hauts de seine (92)

Mohamed Aït Kandouch est un responsable associatif passionné de développement, mais il est aussi un expert de la migration de son oasis d'origine, Tinghir. Après des études de géographie à l'Université d'Agadir puis un DEA en aménagement du territoire et gestion des ressources, il finit actuellement une thèse sur la migration internationale et le développement de sa région d'origine avec l'Université d'Angers et celle de Rabat. Tinghir est devenue chef-lieu d'une Province depuis 2010. Celle-ci est composée de plus de 22 communes et de 3 municipalités. Avant, ce passage en Province, Tinghir se composait de trois communes rurales et d'une municipalité. C'est sur ce territoire traditionnel que Mohamed Aït Kandouch focalise ses études sur la migration et son engagement militant tout en tenant compte de la nouvelle donne politique et économique liée à l'accession au titre de Province.

Sa région initiale a connu une très forte migration internationale puisque la population regroupe 120 000 habitants dont 30 000 migrants internationaux. Près de 80% de ces migrants sont en France essentiellement dans la banlieue parisienne et à Montpellier. Ce phénomène migratoire massif est dû à un déséquilibre entre une démographique à la hausse et un manque de ressources pour subvenir aux besoins de tous. L'émigration des Tinghiriens ne date pas d'aujourd'hui. Les premiers migrants se sont dirigés vers l'Algérie pendant la période coloniale. Après l'Indépendance, cette émigration s'est orientée vers la France. Tinghir a connu une seconde vague de migration de travail liée à la campagne de Félix Mora (recrutement par contrat de travail pour aller travailler directement dans les mines du Nord de la France). Enfin les décrets français sur le regroupement familial de 1975-1976, ont changé la tendance d'une migration de travail pour une migration familiale et de réseaux. Puis une immigration clandestine importante favorisée par les moyens financiers des migrants et de forts réseaux impliqués dans la circulation migratoire, expliquent ce phénomène massif de mobilité humaine.

« La région de Tinghir est devenue dépendante de l'émigration des siens. Cette émigration apporte des ressources, financières et en compétences, susceptibles d'accélérer le processus de développement local et l'engagement citoyen des migrants, car des pratiques se sont développées depuis un demi-siècle entre les pays d'accueils et Tinghir. La migration est un levier essentiel de la dynamique locale, voire régionale.

« Autre particularité des migrants de Tinghir, connue par toutes les banques marocaines, est leur goût de l'épargne plutôt que de l'investissement. Cependant, ces migrants ont investi dans leur région d'origine dans l'immobilier. Chaque famille a construit sa maison puis, l'investissement s'est porté sur des investissements productifs dans le tourisme et surtout dans l'agriculture avec du pompage d'eau...

plus pour le prestige que par souci de rentabilité, au point que la nappe phréatique a baissé et l'oasis traditionnelle est en train de dépérir.

Le tissu associatif ici et là-bas :

« Côté Europe, à la fin des années 90, un certain nombre d'associations a vu le jour en France (7), Pays-Bas (1) et en Espagne (1). Ces neuf associations d'originaires de Tinghir sont actives par intermittence et selon leurs moyens, s'impliquent dans le développement de Tinghir dans divers domaines (éducation, domaine agricole etc).

« Côté Maroc, 91 associations locales s'activent sous le drapeau d'une fédération FAD. Ces associations sont nées de la concurrence entre les villages et rivalisent à celui qui pourrait faire le mieux surtout en lien avec les MRE ou des ONG pour des projets dans leur village. De plus, Il existe aussi des associations et coopératives qui travaillent sur le développement socioéconomique avec une vision plus large. »

« Génération-Tinghir-France »: de l'assistanat au dialogue entre communes d'ici et de là-bas, avec une connotation sociopolitique...

« Génération-Tinghir-France » (GTF) a vu le jour en février 1998. Son but premier était la mise en place des actions de sensibilisation pour trouver des solutions à ce problème d'écosystème oasien et la gestion de l'eau, ressource rare. Au jour d'aujourd'hui, les résultats de ces campagnes ont des effets mitigés : dans le coté traditionnel de l'oasis, une certaine discipline commence à être instaurée, mais dans les zones bours c'est l'extension à tout va, c'est l'individualisme qui prédomine avec des forages de plus en plus profonds, et la nappe est en baisse permanente. Une victoire cependant : les élus, sous notre pression, ont arrêté tout forage depuis août 2013.

« L'association dont je suis un des membres fondateurs compte 54 adhérents mais regroupe 300 à 500 personnes lors des manifestations culturelles et festives, voire plus pour des actions en faveur de Tinghir. Quand on a créé cette association, il y eu au départ de la méfiance, tout le monde pensait que notre but caché était politique. Il a fallu 5 à 6 ans pour que les gens aient confiance. Pour nous il faut que les associations en France soient un socle d'identité car on est transnational.

« En 2003 bien que nous parlions de développement local, nous étions dans l'humanitaire et l'assistanat, on collectait et on acheminait du matériel pour aider les associations locales et les écoles.

« En 2006 on a récupéré 2 camions pour le ramassage des ordures qu'on a cédés à une Commune pauvre de Todgha Al Oulia. Cette dernière a loué un des camions à la municipalité de Tinghir plus riche. Ce qui a permis de créer 9 emplois en tout.

« En 2006, nous avons créé un fonds mixte de 10 000 € pour des projets de développement à Tinghir en partenariat avec la Commune de Clichy. Le Maire de Clichy s'est rendu sur place en visite officielle en août 2006 pour cette raison. Nous

avons appuyé également la création d'associations et de coopératives de tapis et de poteries artisanales à Qsar l'Harte.

« En 2006 et 2013, nous avons organisé des visites du Maire de Clichy à Tinghir. Pour les élus des 2 localités, il y a un enjeu politique car beaucoup d'électeurs ont la double nationalité et votent ici et là-bas. Nous espérons bientôt déboucher sur un projet de coopération décentralisée entre les 2 communes.



« Clichy compte de nombreux Clichois originaires du Maroc et la Ville entretient des liens importants avec le royaume chérifien. »
Mr Gilles Catoire Maire de Clichy. *« Lors de mes différents déplacements, j'ai été agréablement surpris de rencontrer autant de Clichois, en activité, en vacances ou à la retraite, et heureux d'échanger avec eux. Ainsi, pour le 13 août (Journée des Marocains de l'Etranger), je me suis rendu à l'agence locale de l'Attijariwafa Bank, sur l'invitation de son directeur régional qui recevait ses clients vivant en Europe. En présence de son directeur régional, j'ai pu discuter avec de nombreux Clichois et Levalloisiens qui étaient présents. »*

« De plus, en 2007 nous avons organisé avec la mairie de Clichy un voyage pour des jeunes afin qu'ils connaissent leur région d'origine et la faire connaître à leur amis (es). On va recommencer cette année avec des objectifs autour de la question d'identité et de citoyenneté. Notre but aussi est de s'impliquer dans la gouvernance locale en tant qu'acteur.

« Nous avons aussi avec 400 migrants Tinghiriens de France fait une pétition adressée au Roi, au Ministère de la culture, au Gouverneur de la Province, au Consulat de France pour créer un musée de la mémoire des migrations et un lieu de rencontre. Nous avons obtenu une subvention de 20 000 € et un terrain de la municipalité de Tinghir et 30.000€ du Conseil Provincial. Mais c'est un projet qui reste encore suspendu au niveau du ministère des MRE !

L'investissement des migrants : un pari réussi si les acteurs locaux jouent le jeu et se prennent en charge...

« Dans le cadre du PCD (2011) nous avons demandé d'installer un bureau de conseil à l'investissement pour les migrants car les transferts migratoires vont diminuer et il faut développer d'autres alternatives. Cette conception n'est pas encore mûre des deux cotés. Car les premiers migrants étaient des sentimentaux, qui n'avaient pas fait d'études et qui agissaient au nom de la religion et de la tribu. Il y avait un vide au niveau de l'investissement et peu d'idées de projet innovants et utiles. Par exemple quelqu'un a investi dans un garage pour le contrôle technique des véhicules qui marche très bien. Par contre dans ma commune, les migrants ont investi

massivement et construit plus de 20 auberges, beaucoup se sont désengagés depuis faute de rentabilité et d'une gestion insuffisamment professionnelle de ces infrastructures par leur famille restée sur place.

Sans sensibilisation des jeunes locaux pour qu'ils créent des choses à partir de l'apport des migrants, les investissements sont peu rentabilisés et découragent les migrants à investir

« Les locaux ne se donnent pas la peine d'être créatifs et c'est dommage. Il faut emmener les jeunes voir des projets réussis ici ou ailleurs pour une autre perspective de développement via le migrant qui met des moyens à leur disposition. Cela fait partie du projet migratoire de chacun de nous émigré/immigré! »

Une passion familiale pour le développement, construite sur des opportunités, des rencontres, et des sollicitations par des jeunes locaux demandeurs d'emploi.

« J'ai fait l'université au Maroc puis en France. C'est mon frère qui m'a poussé à partir car j'étais un étudiant très engagé politiquement et il a eu peur que j'aie des ennuis au Maroc. Je me suis marié avec une française, j'ai finalement fait une formation en maintenance d'automatismes industriels. Quand ma femme a eu un poste en Suisse, nous nous y sommes installés mais je n'ai pas trouvé d'emploi. Je me suis lancé dans le commerce des sacs à mains au début sur les marchés, puis j'ai eu plusieurs magasins. J'ai trouvé mon bonheur dans la liberté du commerce où je peux satisfaire ma passion pour le développement.

« Mais sans ma femme, qui a la même passion et l'amour du Maroc, je ne pourrais pas faire tout cela. Elle suggère toujours des idées pour développer, par exemple récemment elle a vu en Turquie qu'on fait des chaises à partir de bouchons en plastique, elle est en train d'essayer de monter une unité de production dans notre région de Khénifra au Moyen Atlas où il y a environ 500 000 habitants. Nos enfants aussi ont attrapé le virus du développement.

Une rencontre et l'idée du pré scolaire prend corps

« En 2003-2004 des jeunes étudiants marocains au chômage se sont dits pourquoi ne pas créer une crèche. Les parents cotisent et nous on apporte notre savoir, ça peut donner du travail à 1 ou 2 personnes. J'étais en vacances là-bas, on m'a dit qu'il y avait des jeunes qui voulaient me parler. J'ai trouvé l'idée intéressante. De plus, j'ai trouvé originale l'idée que les parents cotisent, pour que le projet soit durable et que le fonctionnement soit assuré.

« Je leur ai donc demandé quels sont les besoins en matériel d'une crèche, il se trouve que, que ce soient les éléments de décoration ou les jouets, j'avais tout en double, excepté la télévision. Je leur ai donc envoyé.

Un festival berbère à Lausanne

« Entre temps, j'ai rencontré un copain philosophe qui voulait faire connaître la civilisation berbère aux Suisses. Je lui ai dit : « une conférence ça va ne faire venir que les intellectuels, il faut que ce soit ouvert à tout le monde ». J'ai donc fait appel à quelqu'un qui a l'expérience des festivals. Après 5 mois de préparation, on a fait le festival qui a duré 15 jours, dans une salle prêtée par la Mairie de Lausanne. On y a fait une exposition. Comme on voulait faire des trucs sur la civilisation marocaine et berbère, on a amené le matériel. On a mis une tente, on servait le thé, on a organisé des animations avec un atelier conte, de la musique, on a fait un film.

Malheureusement, on n'a pas pu avoir des visas pour les artistes musiciens, mais pour les anthropologues marocains oui. Ils sont venus animer des débats sur les relations des berbères avec l'Islam, c'était enrichissant.

« Durant le Festival, on a fait des tombolas. Avec les bénéfices on a pu créer la première classe préscolaire, puis on en a fait une dans une 2^e école ... Puis tous les directeurs d'école ont voulu une classe !

Laisser à l'Etat Marocain ses prérogatives et ses responsabilités et agir en complémentarité : une classe préscolaire puis 2 et maintenant 56 classes et 5 maisons de la petite enfance avec en prime des cours d'alphabétisation pour les mamans

« Je suis allé voir l'Ambassadeur du Maroc en Suisse. Il a été étonné de nos réalisations pour l'éducation et les écoles, car pour lui ce domaine est de l'entière responsabilité de l'Etat Marocain. Alors nous avons convenu de nous tourner vers les cours d'alphabétisation pour les mamans. Il a donné de l'argent pour former les mamans, comme ça on a pu créer la crèche pour que les mamans puissent assister aux cours. Le ministère MRE aussi nous a bien aidé, j'ai été surpris que notre pays reste dans un cadre du codéveloppement : ils ont apporté leur contribution, nous aussi.

« On a mobilisé les gens pour créer 71 classes dans des maisons qu'on loue.

« Chaque année on fait de la formation continue pour les enseignants de ces classes, on vient avec des éducateurs suisses bénévoles qui pratiquent une méthode d'apprentissage par le jeu. Chaque fois, dans cette formation continue, on travaille sur un thème : les enfants difficiles, les hyperactifs, les relations entre parents et éducateurs ... On a sur place une femme fonctionnaire qui fait elle-même de la formation professionnelle continue le mercredi après-midi. Pour pouvoir ouvrir une classe il faut avoir suivi cette formation car nous tenons à la qualité des apprentissages pour les enfants.

« Les demandes ne sont pas toutes satisfaites : dans la région de Khénifra de 500 000 habitants il reste 2.000 enfants non pris en charge, mais on manque de moyens.

« Pour les mamans, le ministère de l'Education peut financer des postes en alphabétisation, il y a 5 associations locales qui organisent cette action, animée par des femmes marocaines bénévoles et cultivées.

La Santé mais aussi le développement rural

« Je fais partie de l'association Orange Vert, avec qui on a aménagé l'hôpital de Khénifra qui est le deuxième du Maroc. On a fait des chambres d'hôpital à domicile. De 200 à 250 familles en ont bénéficié. Pour réaliser ce projet, on a eu la chance d'avoir rencontré une donatrice formidable. Elle a donné des lits. C'est une espagnole

mariée à un Suisse d'origine turque. Elle a l'expérience de l'Afrique, de l'Amérique latine. Elle a entendu parler de nos actions et elle a toute confiance.

« Si M&D a réalisé tout cela pour la lutte contre l'exode rural pourquoi pas moi ? »

« Lors de la journée mondiale de l'immigration, j'ai vu ce que M&D a fait et je me suis dit : il faut développer les villages pour ne pas que les gens émigrent et s'entassent à Khénifra. Mon projet s'est donc porté sur le développement des villages avec l'idée de commencer par un village pour y garder ceux qui n'ont pas émigré vers la ville. J'ai étudié la situation du village, ils n'ont pas de dispensaire ; je rêve à moyen terme de désengorger l'hôpital de Khénifra en mettant des dispensaires dans les villages alentour.

Une donatrice pour réaliser mes rêves et nos projets de développement de services en milieu rural et l'appui technique de M&D

« A ce moment, notre donatrice m'a fait venir et m'a demandé quel était mon rêve ?

« Je lui ai dit : « Equiper les 7 villages qui entourent Khénifra de dispensaires. Cela permettra de désengorger l'hôpital et aux populations de rester sur place. » Elle a réalisé mon rêve : on a acheté tout le matériel nécessaire par lot de 7, la donatrice a tout payé, y compris le transport.

Puis j'ai contacté Jamal et je me suis rapproché de M&D, qui est venu voir le village. On a demandé aux femmes leurs besoins prioritaires, elles ont dit c'est l'eau pour irriguer. Ils sont venus faire l'étude de faisabilité pour l'irrigation d'un champ de 30 ha, les familles auront ainsi les moyens pour produire des pommes de terre bio, maintenant qu'il y a des bus, les paysans peuvent aller vendre leurs produits à Khénifra.

« Actuellement on attend l'autorisation pour faire le château d'eau ; M&D a donné une bonne image, on est allé voir l'Ambassadeur du Maroc en Suisse, on lui a présenté le projet. Il va nous aider à expérimenter pour une vingtaine de familles en calculant la participation des familles à la gestion de l'eau. Avec les 20 familles, on va créer une coopérative pour avoir l'argent du Plan Maroc Vert. Le projet a deux volets, le court terme avec le champ irrigué et le moyen terme, pour des plantations qui ne seront productives que dans 4 à 5 ans.

Et à nouveau l'appui à des initiatives de jeunes chômeurs entrepreneurs : un projet exemplaire de tri sélectif des déchets à Khénifra

« J'ai eu une autre sollicitation d'un groupe d'étudiants chômeurs, qui voulaient lancer un centre de tri des déchets à Khénifra. On les a aidés à acheter des machines pour couper, compacter et vendre les déchets au kg. On a des problèmes de maintenance, on a besoin d'un consultant qui donne des conseils. Mais c'est une

réussite car on a fait quelque chose de provisoire qui marche bien, à partir d'une décharge sauvage. On ne paie rien à la commune. Après le collecte, on broie le plastic puis on expédie à Casa ou on traite sur place. C'est bénéfique pour tout le monde et ce n'est plus un tabou d'aller à la décharge : tout le monde se met à ramasser tout ce qu'il trouve et les pauvres qui ramassaient déjà à la décharge gagnent bien mieux leur vie. Les jeunes à l'initiative du projet sont salariés mais il reste un problème culturel pour développer l'esprit coopératif entre eux.

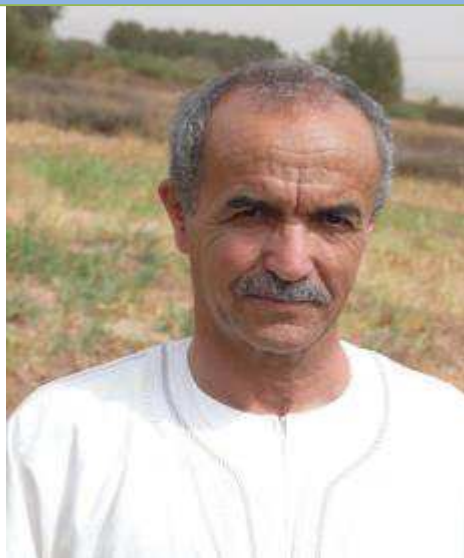
Et les bénévoles locaux ?

« A la question qu'est-ce qui fait la qualité de votre association locale, Mr Abassi répond : le volontariat, une volonté d'être utile, de montrer quelque chose, c'est un challenge pour eux, surtout qu'ils ont trouvé un écho de notre part. Pourtant on n'a pas de budget propre, on investit notre propre argent, les 5 bénévoles au Maroc ont entre 30 et 55 ans. C'est pourquoi quand je compare avec les jeunes entrepreneurs, je me demande vraiment comment développer l'esprit coopératif entre eux puisque cet esprit existe, preuve en est l'équipe des cinq bénévoles de l'association. »

Portrait de Monsieur Brahim SAFINI, militant associatif depuis plus de 20 ans et Président de la Communauté rurale d'Arbâa Sahel

Un parcours atypique, marqué par une volonté de s'ouvrir sur le monde

« Je suis né dans une famille très pauvre. Très vite j'ai pris des risques; à l'âge de 8 ans notre instituteur a demandé qui voulait partir en excursion à Agadir, j'ai tout de suite levé la main, c'était en 1963. Mon père a dû vendre une vache pour m'envoyer. Je rêvais que je deviendrais berger comme mon père je ne pensais même pas continuer les études ; mais là-bas j'ai rencontré des enfants de Rabat, Casa, on était dans un camp à Taghazout, ces enfants parlaient bien l'arabe, moi je ne pouvais pas faire une phrase, je ne parlais que berbère. Pour moi cela a été un déclic.



« De retour j'ai voulu faire des études, coûte que coûte. Un instituteur m'a dit si tu veux continuer, tu dois aller dans l'école du centre : pendant 3 ans j'ai fait 12 km à pied matin et soir. Après, en 66/67, je suis entré au collège. Avec les difficultés de la pauvreté, j'ai fait au moins 20 fois le trajet entre Tiznit et le douar à pied, sans compter les difficultés pour se nourrir tous les jours, sans argent. J'ai résisté comme j'ai pu mais j'ai craqué en 1^{ière} année du lycée. J'ai fait instituteur suppléant, on gagne 300 dirhams par mois, payé en fin d'année. J'ai supporté les problèmes dans la pauvreté totale. J'ai préparé l'entrée à l'école des instituteurs, j'ai préparé mon bac seul. Puis j'ai eu mon passeport, et je suis parti par le train faire le tour de l'Europe, je dormais dans les gares. De retour j'ai fait sept ans instituteur, j'ai préparé l'entrée au CPR pour être professeur de 1^{er} cycle. en 1993, on a créé une association pour la culture et le développement, j'en suis le président, puis nous avons créé une seconde association des étudiants. Là je n'arrivais plus à mener de front mon travail d'enseignant et mon engagement associatif j'ai pris ma retraite anticipée, pour me consacrer à l'association et avec l'accord de ma femme, je me suis engagé totalement dans le travail associatif. Je n'ai pas d'enfant, j'ai seulement ma femme qui est extraordinaire, c'est grâce à elle s'il y a des réussites, 34 ans de mariage sans problème et c'est grâce à son père que j'ai pu faire des études. Je suis quelqu'un qui a de la chance, maintes fois la chance m'a souri. »

L'engagement associatif deux priorités : l'éducation et la santé

« Au service des plus pauvres, Mr Safini poursuit son engagement associatif dans deux directions principales l'éducation pour permettre aux jeunes de mener jusqu'au bout leur parcours scolaire et la santé où après avoir créé un centre de dialyse, l'association BANI a créé la maison de la périnatalité à Tinzit. Devenu président de la commune rurale d'Arbâa Sahel, lors de l'étape de la caravane des migrants dans son village, Mr Safini, avec son équipe communale nous a fait visiter non sans fierté le nouveau collège situé face à la mairie mais aussi le centre d'hébergement pour les collégiennes et collégiens venant des douars éloignés, le système de ramassage par

des cars scolaires, le nouveau potager pour assurer la cantine scolaire de l'internat qui doit aussi servir à des activités d'éveil des jeunes à l'agriculture, mais aussi grâce à la vente du surplus des légumes à financer le fonctionnement de la maison des étudiants et des étudiantes. Pour tous les projets visités, Mr Safini et son équipe insistent sur les activités génératrices de revenus qui vont contribuer à financer les coûts de fonctionnement de ces équipements. Mr Safini a acquis ce réflexe au fur et à mesure de son parcours associatif, il ne veut pas trahir la confiance de ses bienfaiteurs car pour lui **le rôle des bienfaiteurs sérieux, c'est la clé de la réussite de l'association.** »

En plus des bienfaiteurs anonymes, migrants internes, qui ont toujours soutenu les actions de l'association, Mr Safini a noué deux partenariats en Europe suite à des rencontres fortuites au Maroc,

- l'un avec la commune de Izegem en Belgique, « cela fait maintenant 7 ans que je travaille avec eux, la confiance s'est peu à peu installée. On a monté des projets, d'abord un chantier de jeunes, puis un projet de sonorisation de la maison de l'étudiant, puis il y a eu un 2^o projet : on a fait un autre local où on a installé les armoires puis les douches et les toilettes
- L'autre avec Mr Robert et sa femme de « Handicap en Liberté », ils travaillent avec une association du handicap de Tiznit. Ils sont venus nous voir lors d'une de leur visite et nous ont ouvert des opportunités car ils voulaient créer une maternité sans risque, avec des médecins « Gynéco sans frontières » .

Un regard sur M&D constructif mais sans complaisance

« Cela fait longtemps qu'on entend parler de M&D, j'ai connu certains membres de M&D dans les réunions avec USAID, GTZ. Puis j'ai été mandaté par le Gouverneur pour représenter la province et aller les voir, car la politique de M&D ce n'est pas seulement des projets, mais aussi de la formation et de l'accompagnement. On a trouvé quand même qu'on a beaucoup de choses communes, on peut copier chez eux des choses qui peuvent nous être utiles. »

« Puis on a fait appel à M&D car on a un besoin urgent d'un technicien pour régler les problèmes des eaux usées pour le centre et les douars qui l'entourent. Maintenant que les gens sont équipés de compteurs individuels, les femmes consomment beaucoup d'eau, les fosses septiques, quand il y en a ce n'est pas suffisant et c'est un danger pour les eaux souterraines. On a deux bénévoles à qui on a garanti l'hébergement et la restauration, ils ont réalisé des études formidables. Ce que je voudrais c'est engager directement à la commune un ingénieur et un technicien pour le traitement des eaux usées mais la commune n'a pas les moyens de les embaucher.

« On a encore beaucoup de projets : aménager le centre de la commune, les routes, le jardin d'enfants. On attend de M&D qu'il nous trouve des bénévoles pour l'ingénierie, comme on l'a déjà fait. »

Ce qu'on apprend dans les voyages : l'expérience du terrain, c'est l'autre qui nous montre ce qu'on est.

« J'ai beaucoup voyagé : deux fois à Marseille avec M&D, en Orient avec Handicap en Liberté, en Espagne deux fois avec Adra Espagne, en Belgique je suis allé beaucoup discuter avec la commune Izegem, et les associations locales.

« Mais M&D dépense beaucoup d'argent pour des choses très importantes : mais je vais dire 2 choses qui me choquent, quand il y a des gens qui viennent chez eux, pour une formation ou un voyage d'échange, il y en a qui pensent qu'à manger, quand on fait des choses ensemble sur le terrain, ils partent dans leur coin et discutent entre eux au lieu d'écouter et de bien profiter au maximum.

« M&D devrait faire un suivi de ces gens, ça ne sert à rien de faire venir des gens et de les promener, si à la fin, quand ils retournent chez eux ils continuent à faire les mêmes choses. Quand je vais à Marseille, je n'y vais pas pour manger, si je trouve des idées il faut que je les applique.

« Il conseille à M&D de travailler à assurer la relève avec tous les jeunes que M&D suit : « il faut les préparer aux élections » car pour lui il y a 2 freins

- si on attend l'Etat, on va continuer à faire 1/3 de ce qu'on a à faire.
- L'argent des migrants a mal habitué les gens « Les montagnards doivent prendre leur destinée en main, l'argent des retraités que va-t-il devenir après leur mort ? A Tiznit celui qui a des enfants qui ne font rien, qu'est-ce qu'ils vont faire ? »

Le secret de ma réussite : beaucoup d'erreurs !

« Je sens que j'existe dans le travail associatif, j'ai réussi à avoir de bonnes relations avec les bonnes personnes. J'essaie par tous les moyens de ne pas trahir la confiance qu'on m'a faite ; Quand quelqu'un me demande, quel est le secret de ma réussite, ma réponse, j'ai commis beaucoup d'erreurs. »

Mr Safini commence par évoquer, en tant que président, son rôle de patron. Il dit : « j'ai fait beaucoup d'erreurs dans les recrutements, dans la direction d'équipe. Par exemple pour la maison des étudiants, on a changé 4 fois de directeur, celui qui est là maintenant est bien. J'ai changé mes méthodes de travail, je ne me comporte pas comme un patron, je leur laisse de la liberté, je ne donne pas des directives à l'avance. Pour les personnes qui ont des responsabilités, il faut qu'ils aient le niveau, maintenant, je demande le diplôme.

Ses rêves: Assurer la relève avec et pour les jeunes générations

« Constituer un club de jeunes migrants originaires d'ici et qui sont à Paris, avec M&D constituer un club d'investisseurs, les retraités et les banques doivent créer des microentreprises pour nos enfants, faire une pépinière d'entreprise ...

Mr Safini a beaucoup de rêves et de projets de développement pour sa région, et comme il met en application les exemples qu'il glane au fil de ses rencontres et de ses voyages, gageons qu'avec M&D et le réseau des autres CR de la zone, il aboutira.

Un coopérateur militant de Taliouine qui tient avec les producteurs locaux à vivre de son travail

Après en avoir été secrétaire de 2006 à 2009, Mr Boughazi est devenu président de la Coopérative de Safran Souktana. Par ailleurs il est éleveur et président de la Coopérative laitière de Taliouine.

La coopérative Souktana : histoire d'une restructuration ou comment une coopérative qui n'en a que le nom devient un outil au service des producteurs de safran

« Créée par l'Etat en 1979, Souktana a été la première coopérative de safran de la région de Taliouine. Au Maroc, les coopératives ont souvent démarré sur un malentendu : dans le nom en arabe qui signifie « coopérative » il y a le mot « aide ». Cela fait 25 ans que le malentendu perdure : les gens créent des coopératives pour être aidés par l'Etat qui, d'ailleurs joue le jeu de l'assistanat en distribuant des subventions à tous les producteurs qui s'organisaient en coopératives.

En 2006, à sa prise de responsabilité dans la coopérative, il y avait 420 coopérateurs adhérents qui n'en avaient que le nom puisque beaucoup n'étaient pas ou plus agriculteurs et que les bénéfices étaient redistribués de façon opaque essentiellement au niveau du CA. Le premier travail a été de visiter chaque coopérateur un par un et d'apurer la situation en particulier du foncier pour vérifier qui possédait et/ou exploitait des parcelles et de quelle dimension. En même temps, un travail a été fait pour expliquer les règles de fonctionnement d'une coopérative. Ainsi le principe des marges et des charges répartis en fonction de la production a été acquis progressivement et le principe du nombre de parts ramené à la production effective des coopérateurs. De 420 le nombre d'adhérents est passé à 96 et petit à petit, Souktana a remboursé les parts, à ceux qui n'étaient pas producteurs. Aujourd'hui la coopérative compte 154 adhérents, membres actifs et tous producteurs de Safran. Forts de cette expérience de recensement et du travail de fourmi nécessaire mais fastidieux qu'a représenté cette phase, à chaque Assemblée Générale la liste des entrées et des sorties de la coopérative est scrupuleusement tenue à jour et chaque coopérateur sait à quoi il s'engage.

La deuxième phase de la restructuration a consisté à travailler sur la qualité du safran avec les producteurs et à embaucher une équipe de jeunes filles compétentes pour administrer et gérer la coopérative.

En route vers de nouveaux produits et une démarche qualité, la clé de débouchés durables

Depuis 2009, Mr Boughazi en tant que président de la Coopérative et son équipe, se sont attaqués au problème de la commercialisation du safran. Ils ont pris l'orientation de travailler sur des produits dérivés pour écouler la production à un prix correct. Ainsi ils se sont associés avec des professionnels de la confiserie et des cosmétiques et

ont pu mettre sur le marché des bonbons au safran, des produits cosmétiques à base de safran. Actuellement ils travaillent en convention avec une société belge sur un produit destiné au commerce de luxe : le thé au Safran réalisé par une société de Marrakech. Ce nouveau concept prometteur et cette marque de luxe devraient permettre d'écouler 15 à 20 % de la production des coopérateurs. Les exigences de qualité du partenaire belge ont permis aux coopérateurs de comprendre et de se former à la qualité de tout le processus de production, cueillette, stockage du Safran.

« Enfin nous pratiquons l'ouverture vers tout entrepreneur qui souhaite gagner sa vie en commercialisant notre production. Localement, nous créons de plus en plus de liens avec les acteurs du tourisme solidaire, qui nous adressent leurs clients ou diffusent nos produits.

La veille et l'innovation technologique, un enjeu de la professionnalisation des producteurs

« Souktana travaille sur les innovations technologiques et s'attache à les diffuser localement. Ainsi par exemple, les machines, qui permettent aux iraniens premiers producteurs mondiaux de safran, de produire 160 tonnes de semences par an (alors que la coopérative de Taliouine en produit 3 tonnes), sont à l'étude. Autre gros chantier pour Souktana la veille et la lutte contre le changement climatique. La culture du safran est une culture délicate qui se développe dans des écosystèmes très particuliers. Le réchauffement climatique commence à poser des problèmes ainsi le goutte à goutte est une avancée pour garantir un arrosage adapté et durable. Des techniques de stockage dans des hangars frais et ventilés ont été développées au service des coopérateurs pour maintenir la qualité du produit.

Le rôle de M&D

« M&D a joué un rôle de précurseur important dans la commercialisation des produits: premièrement en valorisant et en faisant connaître le produit ce qui a permis une vente à un prix plus équitable et deuxio en formant les acteurs aux techniques de commercialisation. Tous les membres du CA de Souktana ont été formés par M&D. »

Le safran une culture « de rente » saisonnière qui s'accommode mal avec le développement d'un esprit coopératif solidaire durable sur du long terme comme celui qui existe au sein de la coopérative laitière.

« Dans une coopérative il faut que les membres du Bureau partagent une vision du développement de celle-ci à plus ou moins long terme. Entre un membre du Bureau et un agriculteur, il faut tenir compte de la différence de vision. L'agriculteur s'intéresse avant tout à la concrétisation des efforts qu'il a consentis à court terme. La culture du safran se déroule par campagne (sur une période courte de l'année), ce qui ne facilite pas les actions durables à long terme. L'esprit coopératif est donc difficile à développer. Par exemple dans la coopérative laitière où nous produisons chaque jour de l'année et où nous n'avons aucun problème de commercialisation, nous avons mis en place, un fond d'épargne solidaire. La cotisation est de 20 Dh par mois, nous en sommes à 150 000 Dh d'épargne. Nous avons mis en place ensemble un règlement

intérieur. Cet argent sert à aider les coopérateurs à couvrir les frais en cas de décès (1500 Dh sont versés automatiquement) et les frais médicaux liés aux opérations où la coopérative prend en charge 50% des frais. »

La coopérative un moyen de développement durable du territoire.

Mohamed Boughazi est issu d'une famille très pauvre. Suite au divorce de ses parents, il a dû gagner sa vie, dès 10 ans, en vendant des poulets, à l'issue de sa scolarité primaire. Il a acquis de cette période sombre la détermination de « faire quelque chose pour sa région pour qu'il n'y ait plus de pauvres. » Une deuxième conviction l'anime depuis toujours travailler « pour produire ma vie » Il a toujours tenu à rester paysan malgré ses responsabilités militantes pour gagner sa vie comme les autres coopérateurs. Il ne fait pas partie des gens qui ont d'autres moyens pour subvenir à leurs besoins que leur travail. Ainsi a-t-il une vision mitigée du rôle des migrants dans le développement de leur région.

Les migrants : un atout pour le développement de la région, mais aussi un effet mitigé dans la gestion des coopératives.

Une des principales difficultés pour Mr Boughazi, réside dans le fait que les migrants ont d'autres moyens de subsistance que leur travail. Mr Boughazi, base son analyse sur la vingtaine de familles de migrants répartis dans les 2 coopératives où il exerce des responsabilités. Par exemple alors que tous les éleveurs de la coopérative laitière ont investi dans de nouvelles vaches laitières, qu'ils se sont formés par le biais de la coopérative pour produire un lait de qualité mais rentable, ils arrivent à produire un litre de lait à 4,5 Dirham, le migrant le produit à 5. Bien souvent les frères et sœurs restés sur place n'ont pas le souci de la rentabilité non plus puisque la différence de marge bénéficiaire est comblée par les transferts du parent migrant. C'est donc difficile de les entraîner dans ce désir partagé par les agriculteurs locaux de se professionnaliser et de « produire leur vie ». Autre difficulté : les migrants eux-mêmes alors qu'ils ont exercé un autre métier qu'agriculteur, ont tendance à se référer à l'Europe et à penser qu'ils savent tout faire sans avoir besoin des savoir-faire des professionnels locaux. Mr Boughazi, différencie les migrants internes et leurs familles car en général, ils ne subventionnent pas ou peu les familles, qui doivent gagner leur vie par leur travail.

Les migrants pourraient être un atout pour les coopératives car ils ont incontestablement acquis le sens de la rigueur en Europe, mais il est difficile de les impliquer dans le Bureau de la coopérative car ils sont bien souvent analphabètes.

Portrait de Rachida BOUSSINE, fonctionnaire et jeune militante du développement local à Tafraout

« La jeunesse, un atout et un potentiel pour développer le territoire »

Rachida Boussine est fonctionnaire dans la Commune d'Ammelne à proximité de la ville de Tafraout, dont elle est originaire. Elle est fière de vivre et de travailler au pays. Mais comment a-t-elle réussi à réaliser son rêve de revenir et construire sa vie sur place? Impliquée, pour la première fois dans l'association organisatrice du Festival de Tifawine, elle assure au sein d'une équipe de jeunes, tous volontaires, le secrétariat et la communication avec l'Etat lors du Festival. C'est dans ce cadre que nous nous sommes rencontrées.

Native de Tafraout, Rachida a passé sa scolarité primaire à Casablanca avec ses oncles migrants. Ses parents se sont séparés. Elle n'est pas peu fière de dire que sa mère est la première femme à avoir pris l'initiative de divorcer en ne réclamant rien si ce n'est la garde de ses deux filles. Revenue à Tafraout avec ses enfants, Mme Elharim (mère de Rachida) qui est une femme très active et déterminée, s'associe avec d'autres femmes pour travailler dans l'argan. La coopérative créée est une première à Tafraout et un exemple pour la région. Beaucoup de communes, de femmes, d'associations dont M&D viennent les rencontrer pour s'inspirer de leur expérience.

Mme Elharim a travaillé dur et réuni ainsi les moyens d'éduquer ses filles. Rachida, après ses études secondaires à Tafraout, poursuit ses études à Agadir où elle étudie, non sans sacrifices, le développement informatique. Elle trouve du travail sur place à Agadir en tant que vacataire formatrice informatique puis dans un laboratoire de cosmétique, mais son rêve de revenir à Tafraout la poursuit. Elle passe alors l'examen du Ministère de l'Intérieur des Agents des collectivités locales avec succès. Parmi les 12 candidats reçus, Rachida choisit le poste de technicienne troisième classe à la Commune d'Ammelne, au grand soulagement des autres lauréats, car personne ne voulait être nommé à Tafraout. Là, elle doit surmonter un nouveau défi : elle est la première femme à intégrer un poste aux services techniques de la Commune. Heureusement, a été nommée en même temps qu'elle, une autre femme qui est son assistante. Après plus d'un an dans son poste, elle est fière d'avoir fait tomber les préjugés au sein de son service et d'avoir réussi son intégration.

En militante du développement de la Commune rurale et de la cause des plus pauvres, Rachida s'engage dans des associations à but social à Tafraout. Elle fait partie de plusieurs associations mais, elle est particulièrement sensible à la cause de l'emploi des jeunes localement. Elle est convaincue que ce sont les jeunes sur place qui, en s'impliquant dans le développement social, vont réussir à développer leur région et à stopper l'exode rural. Elle parle en connaissance de cause puisqu'elle-même, dans son enfance a connu la migration à Casablanca ainsi qu'à Agadir pour ses études et ses premiers emplois avant de réussir à revenir vivre au pays.

« Les migrants jouent un grand rôle dans le développement de notre territoire : en investissant sur place, ils créent de l'emploi pour les jeunes. Dans le passé, pour arriver à leurs douars, ils ont créé des pistes qui permettent aux locaux de rester sur place et de se déplacer facilement. » Cependant elle est convaincue qu'il est temps de prendre la relève car : « Ce ne sont ni les gens de Casablanca ni d'ailleurs, qui savent de quoi les gens pauvres ont besoin ici, c'est nous, les jeunes sur place qui vivons leur quotidien »



Elle s'est donc engagée dans la création du Conseil des jeunes ADRAR (CJA), dont elle est l'animatrice. Ce conseil est né de la volonté de jeunes des sept communes de Tafraout en juin 2012 avec l'appui de l'association AIDECO et du PCM (Programme Concerté du Maroc). Il a pour principal objectif la structuration et l'implication des jeunes dans la gestion du développement territorial de Tafraout afin de contribuer à rendre la jeunesse un acteur incontournable dans le développement local et plus largement une force de conception et d'influence sur les politiques publiques. « Avec AIDECO en partenariat avec M&D, dont le statut d'ONG française nous a permis d'intégrer le programme, nous travaillons à créer localement des opportunités, des coopératives de jeunes diplômés ou des TPE. Nous travaillons à la promotion du tourisme responsable et au renforcement des capacités des jeunes. Lors d'une formation sur l'accompagnement des coopératives, Mr El Hassan Khaldi (cadre associatif) est venu animer la formation et nous aider. J'étais impressionnée de le rencontrer et très fière lorsque j'ai su qu'il était issu de Tafraout. Depuis, lorsqu'on a besoin d'un conseil on l'appelle. » Pour Rachida, ce sont les gens qui ont de l'expérience qui sont ses modèles et ses professeurs.

Son rêve secret : faire revenir sa sœur qui travaille dans un centre d'appel à Casablanca. Car elle pense que la vie sur place est meilleure : « Ici je suis dans mes origines, près de ma famille. Ici il n'y a pas de pollution, on peut manger des aliments bio et si l'on a la volonté, que l'on se groupe « plusieurs cerveaux valent mieux qu'un » on devient fort. »

Elle n'est jamais aussi fière que lorsqu'on l'appelle Rachida « fille de Elharim » car sa mère, lui a tracé la voie et reste son principal modèle. « C'est une femme-leader et une animatrice dans l'âme, par son caractère, sa volonté, sa force de travail, son humanité, elle entraîne beaucoup de femmes avec elle. Très respectée, elle est un exemple pour beaucoup de gens ici. »

Témoignage de Mohamed AMGHAR, aubergiste et jeune militant du développement local de sa région

Vivre au village et participer à son développement

Mohamed Amghar est propriétaire d'une maison d'hôtes dans le douar d'Anbdour Imintizght situé à 10 kilomètres de Tafraout. Depuis l'âge de 18 à 20 ans « il a le projet de 'faire quelque chose pour le développement de son village.' » Nous l'avons rencontré lors de la Caravane organisée par M&D. Nous avons eu la chance d'être hébergés dans sa maison d'hôtes. En militant du développement de la commune rurale de Tafraout, il a participé activement à l'organisation du festival de Tifawine et a tenu à témoigner de son expérience d'installation au village.

Ses 2 grands-pères étaient migrants à Casablanca. Lors du décès du grand-père paternel, ses 2 fils ont vendu la boutique familiale et sont revenus au village où ils ont travaillé une trentaine d'années. Sa mère étant décédée lorsqu'il avait 7 ans, il est soumis à la pression de son père et de sa belle-mère qui le poussent à travailler et à migrer. Avec beaucoup de volonté et de sacrifices, Mohamed a poursuivi ses études jusqu'au Baccalauréat, à Tafraout, en étant logé gratuitement à la Maison de l'étudiant financée par l'Etat. Puis n'ayant pas les moyens de poursuivre ses études, il a travaillé dans des cafés et des hôtels sur place.

Vers 18-20 ans, sa décision était prise : puisqu'il était contre la migration, il allait faire quelque chose au village. Son projet ? Créer une maison d'hôtes dans la maison familiale afin qu'elle ne tombe pas en ruines comme beaucoup d'autres maisons, délaissées par les propriétaires qui préfèrent, s'ils en ont les moyens construire en bord de route des maisons modernes sans tenir compte du patrimoine architectural et des procédés de construction ancestraux. « Dans une maison d'hôtes on va chez l'habitant, dans un hôtel on passe en touriste ». Son projet est donc de créer une maison en habitat traditionnel pour montrer comment l'on vit dans les villages de l'anti Atlas Marocain en pays berbère.

Entrée de la maison familiale de Mohamed Amghar réhabilitée et transformée en maison d'hôtes.



A partir de ce moment, Mohamed a travaillé à concrétiser son projet avec d'autant plus de détermination, voire d'obstination qu'il n'avait guère de moyens si ce n'est cette maison familiale. Pour commencer, il a soumis son projet de maison d'hôtes dans le cadre de l'écotourisme à l'antenne d'Agadir de la chaîne de télé TV2M, qui avait lancé un programme de bourses en appui aux jeunes porteurs de projets. A l'époque, l'écotourisme n'était pas à la mode et la chaîne a préféré encourager un projet dans l'agriculture. Mais Mohamed ne s'est pas découragé car cette expérience lui a appris à améliorer son projet pour convaincre ses interlocuteurs mais aussi et surtout à donner un fil conducteur à sa vie, à se structurer et à construire en même

temps son projet de fonder une famille car il n'avait été que peu encadré dans son enfance.

Une seconde opportunité s'est présentée sous forme d'un appel à projets provincial. Le projet de Mohamed a été retenu, des études de faisabilité ont été financées et il a obtenu 30 % de subvention. Il a investi 20 % et il a dû emprunter 50 % à la banque. Là un nouveau problème a surgi, le prêt bancaire. A l'époque, il n'existait pas de possibilité de prêt en milieu rural : tous les crédits étaient destinés aux investissements urbains. Il est fier d'avoir été un pionnier et d'être le premier client à avoir obtenu ce crédit pour un projet rural. Il a su convaincre la banque qui a changé son règlement pour l'adapter aux demandes des entrepreneurs ruraux.

A partir de là, Mohamed avec son épouse ont travaillé à retaper la maison familiale en alliant les procédés de construction ancestraux et modernes. Ils disposent de 4 chambres d'hôtes en plus de leur propre logement. Ils ont utilisé Internet pour leur publicité et Mohamed juge le bilan de la première année positif malgré les remboursements du prêt et les taux d'agios de la banque qui effraient son épouse.

« Je ne peux pas manger seul il faut que je partage avec les autres ».

Mais son ambition va plus loin, il ne veut pas seulement faire vivre sa famille mais aussi développer le village. Il a créé 5 postes de travail dès la première année. Il a choisi de rentrer dans l'Association villageoise pour payer sa cotisation à l'eau et l'éclairage public plutôt que de prendre un contrat individuel avec l'ONEA car pour lui il est important de fortifier l'Association villageoise qui repose sur des principes de solidarité entre les habitants.



Mohamed Amghar et son fils sur la terrasse de sa maison d'hôtes

Maintenant il voudrait acheter des produits du terroir labellisés par M&D et les cuisiner pour ses hôtes. Il envisage aussi de faire un point de vente de ces produits. Il ne cherche pas à faire de bénéfices mais pense vendre au prix des coopératives. Mohamed a de nouveaux projets : faire un salon traditionnel, exposer des objets pour montrer comment on vivait autrefois dans ces villages. Pour lui, si on revient vivre sur place, il faut « faire les choses bien, dans le respect de la tradition mais avec les méthodes modernes ». Mais surtout, maintenant qu'il pense avoir gagné sa place, il veut développer des liens avec les gens du village, prendre le temps de discuter avec ses voisins, vivre vraiment la vie du village.

En retraçant son expérience, il se sent une âme de pionnier car tous ces anciens amis ont migré à Casablanca. Il veut donc être un exemple pour d'autres jeunes qui seraient tentés par l'aventure. « Que je réussisse ou que je fasse faillite, je tirerai des leçons de cette expérience pour la partager avec des jeunes, afin de leur ouvrir la voie. »

Histoire de femmes



Vendredi après-midi : Asrargh après la grande prière. Ne cherchez pas les femmes du village, elles sont très occupées. On entend des éclats de rires dans les maisons. Tiens! un groupe de femmes en délégation, frappe à une porte ! Que peuvent-elles bien faire ? Elles vont se visiter tout simplement. Sans doute un vieux rituel traditionnel, non pas du tout : une nouvelle initiative pour créer du lien, refaire connaissance. L'évolution de la vie, les belles maisons construites par les émigrés, puis par leurs enfants ont fait que progressivement, les maisons du village traditionnel ont été abandonnées. Dans ce vieux village exigu on se côtoyait chaque jour on pouvait s'interpeller d'une maison à l'autre, les enfants jouaient tous ensemble. Puis la télévision, les laves- linges, lave-vaisselle ont pris le pas sur les corvées souvent pénibles que l'on faisait ensemble. Faire le chemin sous le soleil, dans la poussière pour aller voir ses amies, sa famille est devenue « une corvée » ...

Bref, les femmes après une période d'isolement ont décidé de réagir. Elles ont tout simplement organisé un système de visites tournantes, par groupe et par quartier pour que tout le monde se rencontre. Comme elles le disent : « Avant, le village avait une seule porte maintenant chacun à sa porte »

Femmes migrantes, femmes locales des rapports pas toujours faciles

Vu de France : Des femmes d'ici disent : « Quand on est au village, on est transparente, les femmes ne nous voient pas ». Au village les femmes n'ont pas envie d'aller vers ces femmes migrantes qui viennent pour se montrer avec leurs belles robes, leurs bijoux. Elles ne paraissent pas sincères même dans la façon de dire bonjour. C'est pour cela que quand je regroupe les femmes migrantes en France, je travaille sur leurs relations avec les femmes de là-bas.

Les hommes eux sont simples, ils vont se mêler aux autres, dès qu'ils arrivent ils se mettent à l'aise, s'habillent comme tous les hommes d'ici et vont s'asseoir sur la place du village. On entend des fou-rires entre eux, sans doute est-ce parce qu'ils sont venus en France très tôt et qu'ils ont galéré. (*Fatima Benlahcen, salariée de M&D à Marseille*)

Vu du Maroc : Les femmes migrantes on ne les approche pas, elles nous méprisent, elles nous regardent de haut avec leurs bijoux et leurs beaux habits. Leurs enfants s'ennuient tant pis pour eux. On dirait qu'elles leur interdisent de jouer avec les nôtres. Pourtant des gosses même s'ils ne parlent pas la même langue, ils trouvent

toujours le moyen de s'amuser et de communiquer. Elles ne viennent même pas nous acheter des pâtisseries quand elles repartent en France. Elles préfèrent commander à un pâtissier de Taliouine. (*Foyer féminin de Taguergoust*)

Confrontation entre professionnels du développement et villageois

Nadia Bentaleb, ancienne directrice de M&D, est venue pour nous prêter main forte lors du Forum Mondial de l'ONU sur la migration et le développement dont M&D a accueilli un Atelier à Taroudannt et Taliouine, en septembre 2011. Nadia rapporte la confrontation entre les professionnels du développement venus avec le Forum mondial et les villageois.

L'atelier activités économiques a réuni des acteurs ayant des positions très différentes : les experts du développement, les institutionnels marocains et les villageois. La communication n'était pas toujours aisée : nous avons assisté à un affrontement entre mondes aux logiques différentes et opposées. Les villageois nous attendaient patiemment et semblaient incrédules devant le dispositif de sécurité déployé. Ils ont réservé un accueil disproportionné à leurs invités et attendaient beaucoup de cette rencontre. Personnellement, j'ai éprouvé une certaine gêne devant tant d'efforts déployés par les villageois pour assurer le meilleur accueil possible. Les invités semblaient ne pas mesurer tous les efforts qui avaient été entrepris.

Les intervenants ne parvenaient pas à comprendre comment la valorisation de produits de terroir pouvait localement créer de la valeur et contribuer à éviter la migration. Le développement des activités rurales n'était pas considéré à leur juste valeur : d'un côté les villageois qui par leur témoignage montraient qu'ils tiraient un revenu substantiel du développement de ces activités et de l'autre les invités du Forum, qui cantonnaient le développement de ces activités à une simple économie de subsistance. Les témoignages des villageois étaient très positifs : ils semblaient ne pas conserver la mémoire des difficultés rencontrées. Ce qui importait pour eux est le fait d'avoir pu mener leur projet à bien et de pouvoir entrevoir de nouvelles perspectives de développement. Les invités du Forum étaient réticents et semblaient sceptiques sur l'impact d'un développement économique impulsé par les migrants, assimilés davantage comme des pourvoyeurs de fonds.

En résumé, on peut dire que le développement « des experts » est un développement impulsé par un flux de capitaux provenant des transferts des migrants. Tandis que le développement des villageois est porté par le travail local qui alimente une dynamique locale, dont les migrants ne sont *qu'un acteur parmi d'autres*.

Les enfants, c'est une sécurité quand on est jeune migrante

Lorsque j'ai été invitée à la première réunion de ma vie, c'était en France. L'association « Echanges et Promotion » m'avait repérée car j'étais la seule à ne pas avoir abandonné les cours de français. Je suis venue avec mes enfants, mes enfants c'était ma sécurité. Toutes les femmes françaises me regardaient. J'étais la seule

étrangère. J'ai présenté qui j'étais rapidement, et je suis partie. Je me suis organisée pour la suite. J'ai suivi toutes les autres réunions sans mes enfants.

La réciprocité, c'est un grand pas vers la modernité !

La modernité, c'est aussi l'appareil photo dans les mains des villageoises que l'on rencontre, que l'on photographie... et qui nous photographient ! (*village d'Aguinen, avril 2013*)



Restitution dans le village d'Aguinen (Province de Tata) : l'Association des femmes du village nous accueille.

Double révolution dans le village d'Asrargh

Un village où une part très élevée de familles a émigré, principalement en France (Roman, Perpignan, St Etienne, Lyon, Marseille...), où les maisons anciennes ne sont plus habitées, où les migrants ont construit, pour eux et pour leur famille restée au village, des maisons modernes qui ont totalement remodelé le village : les jeunes migrants prennent le pouvoir jusque-là aux mains des anciens migrants, les villageois prennent le pouvoir jusque-là aux mains des migrants !

Patrimoine commun

« L'émigration marocaine est un patrimoine commun entre notre pays et les pays d'accueil. » (*Mohamed Ameer, ancien ministre des MRE, en janvier 2012 à Clermont Ferrand, lors de l'assemblée générale de l'AMDAM, association de médecins marocains vivant en France.*)

Les femmes pensent que...

Les femmes du village sont influencées par tous ces changements, elles sont au courant de tout ce qui se passe ici et ailleurs dans le monde, ça les aide à évoluer, même si elles n'ont pas un grand niveau d'études. Elles se culpabilisent un peu de ne pas avoir été à l'école, quand elles voient une personne qui parle français, qui travaille ou qui est formée, elles aimeraient bien être à leur place.

Les femmes ne sont pas représentées dans les Associations villageoises ; elles ne peuvent pas aller chez le Président. Ce serait mal vu si, elles disaient : « nous voulons faire ça ». Mais, indirectement, elles peuvent faire des critiques et faire passer leurs idées par leur frère ou leur mari. Les hommes savent que les femmes critiquent et ça ne les dérange pas ; c'est normal, elles font parties du village. Il est arrivé qu'un homme dans une assemblée générale ou dans une réunion de l'association dise : « voilà, les femmes pensent que... » et les hommes acceptent. (*Fatima Benlahcen, salariée de M&D à Marseille - Lettre de M&D de 2008*).

Les changements dans les villages

Les changements au village, sont perçus positivement par les habitants. Par exemple, à Imgoun, il y a une route goudronnée, un hammam ; on ne manque plus de rien au point que nous, quand nous venons en vacances, on pourrait avoir le sentiment de ne plus retrouver le charme des villages d'autrefois. Mais ce qui est important, c'est la vie des villageois qui résident toute l'année.

L'arrivée de la parabole a changé beaucoup de choses même dans les relations entre garçons et filles. Autrefois, une fille ne pouvait pas aller parler à un garçon, sans avoir honte, maintenant c'est devenu une chose banale, normale. Tu les vois ensemble en train de parler d'amour : ils ont trouvé leur moyen de communication ; ils parlent en arabe égyptien et plus en berbère, comme ça les vieilles dames ne comprennent pas ce qu'ils se disent. (*Fatima Benlahcen, salariée de M&D à Marseille - Lettre de M&D de 2008*).

L'influence sur les femmes restées au village

Une femme immigrée qui vient de l'étranger, de France ou d'une ville du Maroc, peut avoir de l'influence sur les femmes restées au douar. Il ne faut pas qu'elle se sente supérieure. Entre femmes, on peut aider à changer les mentalités. Les femmes qui ne sont pas allées à l'école se sentent inférieures et disent qu'elles sont « comme des animaux ».

Moi, je suis originaire d'une petite ville arabe et j'ai eu la chance d'avoir un peu d'instruction, et bien, j'essaye d'être simple, de les comprendre et de leur donner un peu de mon temps. Il est bon de leur dire : « vous faites un triple travail, vous gardez la maison, vous vous occupez des enfants, vous cultivez les champs ». Ces paroles les encouragent et leur donnent de l'espoir. (*Amina, migrante vivant à Marseille - Lettre de M&D de 2008*).

Une journée exceptionnelle.

Au début, en 1995, quand je suis revenue dans le village où j'avais vécu, l'association villageoise existait déjà. Il était impensable que les femmes assistent à une réunion en présence des hommes ; c'est quelque chose qui ne se faisait pas. La première

rencontre, comment dirai-je, mixte, s'est déroulée lors d'une formation, organisée par M&D. Pour la première fois, en 1998, des femmes assistaient à une réunion d'Associations villageoises d'hommes et ça a été vraiment une journée ...une journée exceptionnelle. C'était la première fois qu'une femme ou deux femmes pouvaient parler et s'exprimer devant les hommes.

Oh, là là, ça n'a pas été facile ! Quand nous sommes entrées, les hommes nous ont regardées comme si on voulait leur faire quelque chose de mal. On ne s'est pas assises à côté d'eux ; on s'est mises loin et derrière. Nous, ça ne nous dérangeait pas mais je sais bien il fallait faire comme cela pour y arriver. Au début, on a assisté comme ça, surtout les deux premières heures, on ne parlait pas ; juste on écoutait, mais petit à petit, on a essayé de temps en temps de donner notre avis. (*Amina, migrante vivant à Marseille - Lettre de M&D de 2008*).

Histoire de femmes et de safran.

Dans la région du Siroua marocain, ce sont les femmes qui font, au moment de la récolte du safran, le travail d'émondage des fleurs de crocus, le travail de séparation des stigmates de la fleur elle-même. Au cours de ce travail, elles prélèvent une part de la récolte pour elles-mêmes. Ce prélèvement s'effectue à l'insu du chef de famille, mais avec son accord implicite, c'est la part 'tolérée' accordée aux femmes. Quand une femme réclame quelques Dirhams pour aller au hammam, s'entend-elle répondre par le mari « mais que faisais tu pendant la récolte du safran ? », sous entendu : « n'as-tu pas pris ta part déjà à ce moment ? »

Dans les faits, les femmes prélèvent cette part. Le jour du souk, qui est réservé aux hommes, des marchands de parfums et tissus vont dans les villages (d'où les hommes sont partis pour aller au souk) pour faire du commerce avec les femmes. Celles-ci payent le plus souvent en safran, à un prix très bas. Les femmes sont donc pénalisées par ce système informel.

Le triplement du prix du safran au cultivateur (de 1 euro le gramme vendu par le producteur au souk de Taliouine, à 3 euros le gramme), à la suite du Festival du safran de 2007 organisé par M&D, a conduit les femmes à contester cet arrangement de bas niveau qui prévalait jusqu'alors. Elles revendiquent maintenant une part en monnaie de leur travail effectué au sein de la famille, une part au grand jour, une part « déclarée », une part en quelque sorte formalisée.

Eléments de réflexion sur cette histoire : Qu'est ce qui a autorisé les villageoises (quelques femmes, parmi celles qui étaient instruites) à revendiquer un nouvel arrangement ? Le fait qu'avant la hausse du prix du safran, quand il était à un euro le gramme, la famille demeurait dans l'économie de subsistance. Le safran est souvent la seule ressource marchande de la famille, qui permet d'acheter ce que l'on ne peut produire comme le thé, le café, les allumettes, le gaz en bouteille, les fournitures scolaires... Tout le reste est produit ou cueilli sur place : céréales, huile, légumes et fruits, plantes médicinales et aromatiques... Dans cette économie de subsistance, la solidarité familiale se forme autour de la rareté absolue des ressources

monétaires (ce qui ne signifie pas forcément la pauvreté). Avec le triplement du prix, à partir de 2007, la famille amorce son passage à l'économie d'accumulation (possibilité d'investir) et la femme s'éloigne de cette solidarité familiale de pénurie monétaire, et comprend qu'un espace s'est ouvert pour qu'elle demande une part de la ressource en monnaie. (*Jacques Ould Aoudia, président de M&D*).

Ecrire le nom du défunt sur la tombe.

Au plus profond du Maroc rural, dans les cimetières des villages, les tombes sont signalées traditionnellement par deux pierres, l'une à la tête et l'autre aux pieds du corps enterré, sans aucune écriture. Chaque villageois connaît avec précision l'emplacement de la tombe de son parent, de son ami décédé.

Avec la dispersion des villageois par l'exode rural vers les villes du pays et l'émigration vers l'étranger, cette pratique rend l'identification des tombes très difficile. L'écriture du nom sur les tombes commence lentement à s'appliquer dans les villages, sous la pression des migrants. (*Jacques Ould Aoudia, président de M&D*).

Croyances encore : amour du pays, patriotisme et intérêt général.

Une visite croisée, voyage d'étude et de rencontre d'élus de Communes rurales de la Province de Tiznit dans des Communes rurales des Alpes de Haute Provence (mai 2010). Les élus marocains en reviennent émerveillés : ils ont rencontré des homologues provençaux «qui aiment leur village, leur région, leur pays ».

Le soir, un moment culturel. Une élue de Tiznit, poétesse et chanteuse de surcroît, membre de la délégation des élus marocains, nous chante (en langue berbère) son amour pour sa ville, sa région, son pays. Avec l'équipe municipale, elle mène avec ardeur des projets culturels, des projets de développement, d'action sociale, sur sa ville.

Et je comprends que *cet amour pour son pays, sa région, sa ville*, c'est ce qui est appelé en France *le sens de l'intérêt général, du bien public*. Autres cieux, autres mots. Certainement, des nuances se glissent dans ces mots différents, augmentés de la dimension linguistique du passage du berbère au français.

Ailleurs. Un haut cadre de l'administration marocaine me dit que ses critères de recrutement de cadres sont la compétence, l'honnêteté et le patriotisme. Je comprends mieux maintenant le sens de ce troisième terme. (*Jacques Ould Aoudia, président de M&D*).

La modernité ? .

« C'est quand on ne connaît pas l'homme qui a semé le blé, celui qui a moulu la farine, celui qui a pétri et cuit le pain que nous mangeons ». (*Un poète berbère lors*

d'une joute poétique traditionnelle –Ahwesh- pour un mariage entre jeunes migrants de Perpignan au village d'Aguinen, en aout 2008.)

50 ans et jamais de travail!

Dans ma tribu, une personne émigrée faisait vivre 15 personnes laissées sur place, dont sa femme et ses 2 fils, cas assez classique dans le village. Le migrant retraité est décédé. Sa veuve a continué avec la pension de réversion. Mais elle est morte à son tour. Les fils ont une cinquantaine d'années et ils n'ont jamais eu de salaire : ils vivaient sous l'étendard du père migrant. A la question comment faire pour travailler et subvenir aux besoins de la famille, ils n'ont pas trouvé d'autre réponse que de vendre les terres puis maintenant ils pensent à vendre la maison. (*Un membre d'une association de migrant en France*)

Tinghir, une région de pigeons ... « voyageurs »

Entre 1934 et 1955, durant la colonisation, les français ont testé 3 cultures dans la région de Tinghir : les pistaches, le coton et le tabac. Ils ont posé l'alternative en ces termes aux habitants : « Ou vous cultivez quelque chose de productif et le mieux adapté est le tabac ou vous serez des pigeons ».

Avec l'émigration massive, Tinghir est devenue une région de pigeons voyageurs.

Histoire d'une ambulance

En 2008, M&D propose à l'association villageoise d'Asrargh une ambulance. Cette ambulance était au départ destinée à un autre village qui s'est désisté au moment de la réception du véhicule. L'ambulance est bien équipée pour prodiguer les premiers soins, et elle doit donc limiter les risques de mortalité lors des trajets vers l'hôpital (pour les malades nécessitant une évacuation). L'association et les villageois accueillent ce don de M&D avec enthousiasme, une équipe de responsables est nommée, et puis plus rien : pendant 5 ans l'ambulance reste au garage. Personne ne veut s'en servir. Personne ne veut prendre la responsabilité de la conduire, de peur qu'il y ait un accident ou que le malade meurt pendant le trajet. Il a fallu attendre 2013 pour que l'ambulance devienne fonctionnelle.

En 2012, un événement dramatique a touché tout le village : une jeune femme en train d'accoucher est morte durant son évacuation vers l'hôpital, en taxi. Ayant des problèmes de cœur, le médecin avait pourtant conseillé qu'elle s'installe en ville un mois avant la date prévue de l'accouchement, près de l'hôpital. Le nouveau-né a survécu et a été pris en charge par les femmes du village. L'enterrement s'est déroulé en présence de membres de l'association « Jeunesse & Développement » de passage au village, ainsi que du conducteur du taxi, émigré en Italie depuis et membre de J&D. Ils racontent avec beaucoup d'émotion ce drame, qui a eu un effet d'électrochoc

dans le village. Tout le monde se demande encore si ce drame aurait pu être évité si le transport s'était fait avec l'ambulance.

Maintenant quatre chauffeurs bénévoles très motivés et formés sont responsables de l'évacuation des malades. Tout le village vante les avantages de ce service : le trajet est beaucoup plus rapide et confortable, l'arrivée en ambulance aux urgences de l'hôpital permet de passer beaucoup plus vite.

« On ne veut pas de ton aide ! »

Né en Hollande ce migrant vient au Maroc chaque année, jusqu'à ses 15 ans, dans son village d'origine pour passer ces vacances d'été. A trente ans il décide de revenir pour lui mais aussi pour aider son village. Cependant, le voyant arrivé avec sa voiture de luxe, construisant un « palace » en guise de maison, les villageois le rejettent : « Tu ne viens que pour étaler ta richesse et ton succès ! On ne veut pas de ton aide ! ».

Ce migrant persiste tout de même, il donne de l'argent par le biais de tierce personnes (famille ou association d'autres villages). Grâce à ce système, il a participé anonymement pour plus de la moitié à la construction de la mosquée du village.

Mon village marocain comme en Hollande

Un émigré en Hollande, chaque année, lorsqu'il vient, rassemble les enfants du village. Il leur donne un peu d'argent pour qu'ils nettoient le village. Chaque année tout est à recommencer, le village est dans le même état de « saleté » et lui s'entête, il voudrait que son village ressemble à un village hollandais !

Un droit sacré : le droit des salariés

Lors du festival du Safran 2013, j'étais chargé d'accueillir les visiteurs. Un retraité m'a expliqué qu'il était, avec Jamal, un des pionniers de Migrations & Développement. Il m'a expliqué qu'il avait été mineur dans le Nord de la France, il avait beaucoup contribué au développement de son village où il résidait depuis sa retraite. Un de ses fils était à Agadir, l'autre habitait au village et travaillait avec lui dans la ferme familiale. Ils n'étaient plus impliqués dans l'Association villageoise. Il m'a demandé des nouvelles de M&D, mais j'ai été étonné car la seule chose qui l'intéressait était de savoir si M&D respectait bien tous les droits des salariés en particulier, est ce que nous salariés bénéficions de la sécurité sociale Marocaine ? Je l'ai rassuré sur ce point. Il a insisté pour m'expliquer que le développement de notre région dépendait en priorité du respect du droit Marocain des travailleurs car pour lui, il ne suffit pas de créer des emplois, il vaut mieux en créer peu mais dans les règles. (*Omar Essktani, Festival du Safran Taliouine Novembre 2013*)

Village d'Aouerst 2012 : d'employé à « propriétaire », grâce à un migrant.



Oussir : au départ c'est une zone bour (non irriguée), sise en amont du projet d'irrigation du village d'Aouerst réalisé par M&D en 2004. Depuis 2007 cette zone a bien changé : des projets se sont développés, il existe maintenant des petites fermes bien équipées produisant des légumes de saison, de la luzerne, des arbres fruitiers et du safran.

Trois familles pauvres d'ouvriers agricoles vivent là. Ils ont l'habitude de travailler comme employés chez les grandes familles du village, durant la période de la cueillette et de l'émondage du safran. Par exemple leurs femmes et leurs filles travaillent toute la journée. Un seau de fleur de safran chacune sera leur salaire à la fin de la journée.

Aujourd'hui, les responsables de ces familles vendent leur production au sein du village. Tout ceci a pu exister grâce à l'appui d'un migrant du village qui leur a donné une partie de ses parcelles au sein de la zone du projet d'irrigation : il ne leur a pas demandé de compensation, comme par exemple le partage de la récolte, il les a donc encouragés en leur permettant d'augmenter leur gain. Ainsi ces familles ont pu acheminer trois motopompes d'un seul coup d'une société d'Aït Melloul. Ils ont creusé leur puits et construit leur local. Et voilà comment l'appui de ce migrant arrive à transformer la situation de ces familles d'employés à « propriétaires ».



Monsieur Hassan Kaboul en train d'acheminer du fumier vers sa petite ferme d'Oussir